

CASSE-RÔLES

N° 26 ■ novembre 2023-janvier 2024



DOSSIER

BILAN... SUITE

Journal féministe et libertaire à prix libre

Femmes, vie, liberté ! Pour les femmes iraniennes, la question n'est pas le port du voile, mais l'obligation de le porter, elles refusent que l'État contrôle leur corps et les manières de le vêtir.

À ce refus, fait écho en France l'interdiction du port de l'abaya au lycée, justifiée par « le principe républicain de la laïcité ». Sauf que le principe républicain de laïcité s'applique à l'État et non aux citoyen·nes. Rien n'assure d'ailleurs que ce vêtement ait un caractère religieux. Faire de jeunes filles les porte-drapeaux d'un extrémisme religieux s'apparente à une forme de discrimination car, à l'évidence, seules les jeunes filles d'origine maghrébine ou de culture musulmane seront inquiétées. Tout le monde présupposera qu'une robe longue portée par une élève avec prénom et nom d'origine européenne sera juste une robe longue... alors qu'un kimono porté par une jeune fille à l'identité musulmane sera considéré comme substitutif d'une abaya... voire un simple vêtement jugé « trop sombre » ou « trop large » par le chef d'établissement...

C'est une vision juste islamophobe de la laïcité qui existe ici, car que dire de la présence publique du président de la République et du ministre de l'Intérieur à la messe célébrée par le pape : les lycéennes représenteraient davantage l'État français qu'un ministre et un président ?

Rappelons que la France vote une loi sur l'immigration tous les deux ans. Le 29^e texte, qui se prépare discrètement, semble bien loin de respecter le devoir d'humanité et de civilisation prêché par le pape !

CASSE-RÔLES



CONTRIBUTIONS... Vous souhaitez nous adresser un article pour le prochain numéro de *Casse-rôles* (n° 27, sortie 1^{er} février 2024) : vos propositions devront nous parvenir pour le 20 décembre !

Association

Les Amies et Amis de Casse-rôles

Siège social : c° Annie Nicolaï,
54, avenue de la Révolution,
87000 Limoges

Ont participé à ce numéro :

André, Annie, Christine, Colette, Élisabeth, Gérard, Grégory, Hélène F., Jacky, Jacqueline, Laurence, Marie-Hélène, Michèle G., Michèle M., Mohamed, Mouvement du Nid (Limoges), OLT, Sylvain, Solange, Véronique

Couverture : Photo Annie, Paris

Maquette, mise en page, correction :
Jean-Marc B., Solange

Abonnements et contacts : p. 47

Imprimerie : Espace Copie Plan,
Guéret (23)

ISSN 2646-6961

En ligne ISSN 2804-3995

Les articles n'engagent que leurs auteurs et autrices

Abaya...

La police était aux portes des lycées et collèges à la rentrée pour vérifier, sur la foi du type ethnique des principales concernées, si elles portaient une robe longue ou une abaya.

UNE MINISTRE se propose d'imposer un uniforme dans les zones les plus pauvres, où se trouvent concentrées les populations d'origine extra-européenne, ça tombe bien. Quant aux milliers de gosses qui ont fait la rentrée en dormant dans la rue, aux autres milliers qui ne l'ont pas faite faute d'AESH, aux quelque 18 000 qui n'ont pas pu s'inscrire faute de place ou de fermeture de filières entières l'année dernière, sans parler des milliers de postes non pourvus, c'est un détail qui compte moins que de rajouter une braise à l'enfer des personnes les plus discriminées, des fois qu'elles croiraient par erreur bénéficier d'une citoyenneté standard.

C'est un bon coin de plus à enfoncer, l'abaya n'étant pas un vêtement religieux, si c'est bien accepté par les personnels enseignants on pourra passer au henné sur les mains, aux extensions et à la longueur des ongles ? Et après, peut-être, on pourra être plus francs et achever de déchirer la loi de 1905, qui autorise la liberté de conscience et l'exercice du culte pour les croyants, à savoir, jurisprudence de l'époque, la manifestation publique de sa foi (Briand, dans les débats, est extrêmement clair là-dessus), et débarrasser les lieux d'enseignement de tous ces enfants issus de la post-colonisation qui en dégradent la pureté par leur présence.

Ça fera des économies qui permettront de subventionner encore plus ambitieusement l'école privée, à 90 % confessionnelle et catholique. Apparemment personne ne fait le lien entre ces mesures scandaleuses et l'emprise sur notre société d'une extrême droite totalement désinhibée et en roue libre.

Cette mesure arrive après les lynchages policiers et le soulèvement des quartiers, après la cagnotte de félicitation au policier meurtrier de Nahel, et alors que le RN tutoie les cieux.

Mais continuons dans cette voie, la ségrégation, il n'y a que ça de vrai.

On a diverses politiques possibles. Mais si l'ambition c'est de considérer l'école publique comme un droit pour tous les enfants, il va falloir tenir compte aussi de notre histoire coloniale, de ses suites et de ses conséquences : la France a certainement été fille aînée de l'Église pendant des siècles et pour cette raison même furieusement laïque et anticléricale, elle a dans le même temps colonisé des millions de personnes aux cultures très différentes qui n'en pouvaient mais, et elle les post-colonise jusqu'à aujourd'hui.

Comme dirait je ne sais plus quelle conférencière d'origine africaine, elle nous a mangés, mais maintenant tout son corps social fabrique des anticorps contre nous. Si on

considère que rien de notre confort et de notre place actuelle ne pourrait exister sans un pillage séculaire et continu, peut-être faut-il considérer que les peuples si sauvagement dépossédés font partie du paquet et de l'échange, qu'ils sont à présent tels quels une part de ce « nous » que nous sommes devenus, qui est à présent bigarré, multi-confessionnel, et qu'on n'a pas à trier les droits des adultes ni des enfants en exigeant d'eux, qu'en plus du reste, ils abandonnent leur culture, leurs habitudes, leurs vêtements et leurs identités sur des bases qui étaient celles d'une société française d'avant la colonisation massive de l'Indochine, du Maghreb, de l'Afrique.

Aujourd'hui, les flux de ressources – généralement pillées – entraînent des flux de personnes dépossédées qui prennent les mêmes routes que leurs ressources.

Installés ici, ils ont les droits de ceux qui y ont construit les villes, cultivé les terres, qui y habitent et qui y travaillent. Ils n'ont pas à présenter patte blanche pour jouir de leurs droits, ils les ont payés assez cher : ce sont toujours les plus pauvres, les plus exploités, et dans pas mal de métiers indispensables les plus exposés. Et ça, c'est de la statistique. En quoi le fait que les gens soient musulmans est-il un problème en soi ? Est-ce qu'on sort du chapeau les attentats de suprémacistes ou les lynchages du KKK à tous les chrétiens chaque fois qu'il s'en produit un ? Est-ce que les athées sont responsables de Pol Pot ou des camps de concentration nazis ?

Ou l'école est un droit et on n'a pas à le restreindre pour des raisons religieuses ou vestimentaires, qui évidemment ne visent qu'une population bien particulière, ou l'école est un privilège, ce qui semble devenir un peu le credo. Il faut la mériter en ayant tous les attributs d'un-e Français-e issu-e de Français de culture française. À ce moment-là toute forme de ségrégation devient possible, mais qu'on ne parle plus de droit à l'éducation ni de droits tout court.

Il suffit de regarder l'ampleur du phénomène – 300 gosses sur les 12 millions qui ont fait leur rentrée, dont 253 ont bien voulu enlever ce vêtement criminel –, pour voir à quel point ça valait le coup de souligner où se trouvent les dangers mortels qui menacent l'école. En revanche, comme crachait à la figure des Français-es issu-es de la colonisation, en épilogue aux bavures et aux soulèvements de l'été et alors que les policiers meurtriers d'Adama bénéficient d'un non-lieu sept ans après sa mort, ça se pose un peu là.

Laurence Biberfeld

EVRAS ET ABAYAS

L'école se retrouve à cette rentrée scolaire en plein centre des actions politiques d'instrumentalisation de faits anodins pour en faire des enjeux planétaires...

QUELQUES DIZAINES DE JEUNES FILLES HABILLÉES en robe longue au lycée deviennent brutalement, par l'addition de leur habillement et de leurs origines, des porte-drapeaux d'un extrémisme religieux auquel – et de loin – elles n'appartiennent pas toutes.

Les mêmes en kimono large continuent à être refusées, d'autres en vêtements trop noirs sont exclues et cela juste parce que leur vêtement s'ajoute à une culture ou une croyance supposée en raison de leur identité.

On ne pourra pas définir plus clairement une discrimination raciste.

La laïcité de l'école, c'est celle de son contenu, c'est celle de ses enseignant-es, c'est celle de ses bâtiments. On n'a jamais demandé aux élèves d'être laïques...

Voici ce qu'écrit le Syndicat national des institutrices et instituteurs de France et des Colonies lors de son congrès du 23 au 31 juillet 1937, à Paris :

Dans son régime antérieur, les ministres des cultes avaient le droit d'entrer dans les classes, de surveiller, d'inspecter l'enseignement. Ces privilèges leur ont été enlevés, et pour rompre plus sûrement avec une longue tradition de suprématie, on ne leur donne pas le droit de venir à l'école donner leur enseignement religieux ou célébrer leur culte. La porte des classes leur est fermée, comme à toute personne étrangère à l'Université. L'État, pourtant, entend non seulement respecter les croyances religieuses, mais aussi en assurer les conditions d'exercice. De là, deux dispositions : « Les écoles primaires publiques vaqueront un jour par semaine en outre du dimanche, afin de permettre aux parents de faire donner à leurs enfants l'instruction religieuse en dehors des édifices scolaires » et « pendant la semaine qui précède la première communion, l'instituteur autorisera les élèves à quitter l'école aux heures où leurs devoirs religieux les appellent à l'église. »

Dans les écoles publiques, l'enseignement est exclusivement confié à un personnel laïque.

On voit bien la préoccupation de l'époque : bouter les religieux loin des écoles et des programmes, mais être tolérants avec les élèves...

Ce qui est fait par le gouvernement Macron et tous les faux laïques qui le suivent, c'est juste l'inverse. Un hallali invraisemblable allant jusqu'à interdire de cours des jeunes femmes arrivées au lycée en kimono, et bizarrement un très grand silence devant les écoles incendiées de Belgique, par une alliance improbable de l'extrême droite catholique, de l'extrême droite musulmane et de complotistes de toutes obédiences contre... 4 heures de cours (2 heures en CM2 et 2 autres en 4^e) sur l'éducation sexuelle (programme EVRAS : Éducation à la vie relationnelle, affective et sexuelle) en Belgique. Soit moins que ce qui est proposé depuis les années 1970 en France... (mais qu'aujourd'hui, moins de 30 % des écoles mettent réellement en œuvre).

Les mêmes fantasmes contre les « pédosatanistes » que ceux qui ont conduit le gouvernement français à faire cesser les « ABCD de l'égalité » à l'époque de Najat Vallaud Belkacem. À l'époque, des parents d'élèves de mon école avaient reçu des courriels leur expliquant que le gouvernement enverrait des pénis en peluche et des vagins assortis pour mimer l'acte sexuel en CP. Aujourd'hui, le rappeur Rohff relaye sans rien vérifier qu'en Belgique on allait faire cours pour apprendre aux élèves à se masturber dès l'âge de 5 ans... alors que, tout de même, tout le monde sait qu'il n'y a besoin d'aucun cours pour y arriver... même chez les Belges.

Mobilisons-nous pour une réelle laïcité de l'État, de ses écoles, de ses programmes. Et laissons les ados s'habiller large, s'habiller religieux, s'habiller rock, s'habiller flashy, s'habiller *no future*, du moment que le contenu des cours n'en est pas gêné. La véritable laïcité c'est de leur apprendre à discuter, à argumenter, à partir de leurs différents points de vue, c'est de leur enseigner une histoire qui soit aussi leur histoire, l'histoire des peuples, l'histoire des inventions et des découvertes, c'est de défendre des programmes basés sur la science et qui s'appliquent à toutes les écoles, publiques et privées conventionnées. La véritable laïcité c'est pouvoir parler de la Shoah, de la Palestine, de Pinochet et d'Allende, des bénédictions des navires de guerre par les curés, des attaques de musulmans par les Indiens religieux, bref, de la vie et de toutes les contradictions qu'elle porte.

Les enfants n'ont pas à être l'étendard des idées ou des religions des parents. Il faut donc sans aucun doute protéger les écoles maternelles, primaires et les collèges de port de signes politiques, religieux et des marques ostensibles des publicités commerciales.

Mais au lycée, il faut être favorable à l'existence d'opinions politiques, religieuses, philosophiques, syndicales et à la possibilité de devenir citoyen-ne en étant capable de les argumenter. Donc la seule chose qu'il faut réclamer, c'est bien plus de philo, et sans doute, dès la seconde, la possibilité d'argumenter en cours sous la direction de profs de philosophie.

Pour finir, je comprends combien, pour nous, les femmes qui se sont battues contre la réaction cléricale catholique, pour ouvrir le droit à la contraception, à l'avortement, aux décisions sur notre propre corps, pour nous qui pensons que ce n'est pas aux femmes de couvrir leurs cheveux, leurs jambes ou leurs bras, mais aux hommes de maîtriser leurs pulsions, ces élèves qui souhaitent se couvrir peuvent nous interroger. Mais le seul chemin sera celui de la discussion, de la conviction, en tenant fermement une seule règle: celle de les écouter, et de leur enseigner une laïcité qui les autorise à faire des choix qui nous déplaisent.

En attendant, il est urgent de se mobiliser en soutien aux écoles incendiées en Belgique pour défendre la possibilité pour tous les enfants d'apprendre à connaître leur corps, à pouvoir en avoir la maîtrise, à entendre parler de sexe, loin des hontes religieuses et de leurs interdits, loin des pornographies oppressives et de leur vulgarité, dans le cadre de cours construits, clairs, appuyés sur la science et sur la loi. Pas sûr du tout qu'on retrouvera dans ce combat tous ceux qui défendent une «laïcité» qui ne s'applique qu'aux lycéen-nes porteuses d'abayas, de foulards ou de qamis ou de claquettes-chaussettes... car pour bien des défenseurs laïques, c'est surtout le racisme colonial qui est à l'œuvre dans leurs actions. Parfois sous couvert d'un «féminisme» qui n'a rien à voir avec une lutte émancipatrice portée par les opprimé-es...

Véronique Decker

Abaya et laïcité

Le pape vient à Marseille, Macron assiste à la messe du samedi en compagnie de Darmanin, Christine Lagarde, etc.

L S'AGIT LÀ D'UNE ENTORSE ÉHONTÉE au principe de laïcité dont se revendique notre Souverain président. Il est vrai qu'il est coutumier des visites à la basilique de Saint-Denis. Malgré les efforts de ses valets et des médias aux ordres pour justifier ce comportement, le fait est là, le Président a choisi de s'asseoir sur le principe de laïcité. Si le pape doit être considéré comme un chef d'État, il doit être reçu à l'Élysée. Si c'est le chef de l'Église catholique, le Président de la République doit s'abstenir d'assister à cet office.

L'abaya... Ce vacarme autour de cette tenue vestimentaire n'a eu d'autre but que de cacher... la misère de l'Éducation nationale: manque de profs, manque d'attractivité du métier, salaires médiocres, locaux déplorables souvent mal isolés, avec des cours bétonnées, horaires minimums d'éducation physique (une demi-heure par jour) non assurés, déprime des personnels, toutes catégories confondues, etc.

Et puis, il fallait bien aller chasser sur les terres du RN et faire une allusion odieuse à l'assassinat de Samuel Paty (« On ne peut pas faire comme s'il n'y avait pas eu d'attaque terroriste et l'assassinat de Samuel Paty dans notre pays »).

Quelle assimilation a-t-il ainsi osé faire entre ces jeunes filles qui portent l'abaya et le meurtre de Samuel Paty! Marlène Schiappa avait déjà bien utilisé cet horrible crime pour créer son Fonds Marianne, mais là on est passé à un cran supérieur.

Comment des citoyen-nes français-es et musulman-es peuvent-ils percevoir ce message? Le président d'une République qui se revendique laïque, dont la devise est Liberté, Égalité, Fraternité, participe à un office religieux catholique et les élèves vêtues d'un habit qualifié de signe religieux sont exclues de l'école publique. On ne pourra pas prétendre après tout ceci qu'il n'y a pas une volonté de stigmatiser une religion en particulier. Au lieu d'invoquer sans cesse la loi de 1905 de séparation de l'Église et de l'État, il serait sans doute préférable de la faire étudier par les élèves dans le cadre d'un horaire d'instruction civique.

Mais dans ce domaine comme dans beaucoup d'autres, on préfère la répression à l'éducation. À chacun ses méthodes!

Jacky Texier



VIOLENCES POLICIÈRES

La mort de Nahel, gosse de 17 ans, tué par un policier le 27 juin pour un refus d'obtempérer, a déclenché un soulèvement des quartiers, maté avec une remarquable férocité.

EN QUATRE JOURS, les forces de l'ordre en roue libre ont rapidement augmenté les pertes humaines: 1 mort supplémentaire, 2 pronostics vitaux engagés, 7 éborgnements, dont un enfant de 15 ans. Cette sanglante répression policière, dont on ne connaîtra l'ampleur qu'au fil du temps, s'est accompagnée d'une impitoyable répression judiciaire. En 4 nuits, on compte 3 400 arrestations, suivies de condamnations systématiques en comparution immédiate. Six cents personnes prennent de la prison ferme, parfois pour de simples récupérations lors de pillages. On peut parler d'abattage judiciaire pour casser la dynamique des émeutes.

L'analyse des déferements permet de souligner l'âge des personnes arrêtées; elles sont extrêmement jeunes: à partir de 12 ans. Les plus de 18 ans prendront systématiquement de la prison ferme. Au tribunal de Bobigny, du 27 juin au 7 juillet, sur 530 personnes placées en garde à vue, 132 ont été déferées, selon le Bondy Blog, dont 47% de mineurs.

Qui s'occupe des gosses? La réponse fuse, et les raccourcis fleurissent dans les gazettes, ainsi que dans la bouche de certains politiques: on leur file du fric pour élever leurs mioches et ce n'est pas fait.

En ville, hors «quartiers», il existe ce qu'on appelle des services publics: maisons de jeunes, équipements sportifs, crèches, écoles, médiathèques, établissements de soins, jardins publics, etc. Les enfants y ont d'autres ressources que les cages d'escalier, les cours d'immeubles et les rues adjacentes pour s'y livrer à d'autres activités que celles qu'ils bricolent. L'économie parallèle ne les happe pas à tous les coins de rue quand ils désertent des appartements souvent exiguës. Les garçons y développent d'autres appropriations identitaires que l'honneur d'eux-mêmes et de leur quartier, cette forme d'ultra-nationalisme restreint à trois blocs qui pousse dru et fauche sec dans les ghettos du monde entier. En résumé, ils jouissent des droits et des opportunités du citoyen lambda.

Pour les opportunités, c'est râpé. Et pour les droits? Il est malheureusement établi que les jeunes garçons des quartiers vivent sous régime policier. Le racisme systémique les touche de plein fouet par le biais de contrôles au faciès, harcèlement, brutalités coutumières dont ils sont la cible très tôt, dès l'âge de 12 ou 13 ans. On ne mesure pas le rôle de cette répression des mômes dans leur virilisation: la guerre, en somme, ne sait faire que des guerriers. Quand on regarde la série *Rixes* d'Adama Camara sur Streetpress, on est frappé au contraire par la tendresse et l'extrême attention de ces familles, dans des contextes qui frisent parfois la misère et l'abandon. Dans les quartiers, un quart environ des familles sont monoparentales. Les mères isolées, telle Mounia, la mère de Nahel, cochent toutes les cases de la discrimination. Les voilà responsables des émeutes: elles ne savent pas tenir leurs enfants, elles les lais-

sent se faire absorber par les réseaux sociaux et les jeux en ligne, se déscolariser, se faire happer par la rue et ses blots de fortune; bref, elles sont irresponsables, elles ne connaissent pas le fameux «une baffé et au lit». Mais comme on le voit dans *Rixes*, les mères sont impuissantes face à la dérive de leurs gosses, et encore plus face au hasard dans des contextes beaucoup plus dangereux qu'ailleurs.

Le racisme opère une ségrégation drastique des sexes qui enferme les pauvres dans des stéréotypes caricaturaux:

les hommes sont des machos au front bas, violents et fanatiques. On parle parfois d'enfants de 13 ou 14 ans.

Les femmes, en revanche, sont claustrées dans l'obscurantisme de la religion et la barbarie, elles n'ont ni opinion personnelle ni volonté.

En recherche d'émancipation, de justice et d'égalité, défendant la liberté des croyants plutôt que la religion, les scientifiques originaires des quartiers ouvrent les portes plutôt que de les refermer, appelant à une déconstruction salutaire de tous les stéréotypes dont se nourrit la ségrégation. Ce qui ne manque pas de faire grincer bien des dents au pays de Colbert et du Code noir, de Gobineau et de l'*Essai sur l'inégalité des races humaine*, de Camus (Renaud) et son grand remplacement. Car non seulement il y a un racisme systémique en France, mais il s'explique par une solide et ancienne culture esclavagiste et coloniale aux fondamentaux racistes – et sexistes.

Qui sont ces mères pointées du doigt?

Statistiquement, elles occupent tous les boulots ingrats de celles et ceux qu'on a appelé-les les «premier-es de corvée», qui n'ont pu se confiner, celles et ceux où la casse a été la plus forte. Dans le soin, l'aide à la personne, le ménage, aux caisses. Autant dire qu'il n'y a pas que leurs familles pour qui elles sont indispensables. On compte généralement sur elles, de façon très sexiste, pour relayer la loi et l'ordre, se faire les courroies de transmission du paternalisme d'État. Mais l'État est un parâtre, s'il ne cesse d'accabler la chiourme de ses devoirs sans jamais lui reconnaître de droits, lui n'a que des droits et aucun devoir, comme en témoigne la surenchère policière dans des quartiers dépourvus de tout service.

Les mères sont aussitôt montées au créneau: celles du Front de mères, associées en syndicat de mères s'occupant de leurs oignons et de ceux de leurs enfants bien au-delà des murs des écoles, celles de la Collective des mères isolées, pour s'insurger contre cette culpabilisation. L'État est prêt à verser de l'argent aux «Gilets roses», ces mères de Corbeil-Essonnes qui patrouillent, désamorcent les conflits, ramènent la paix. On les com-

prend, la rue est la mère des enfants perdus, comme dit Keny Arkana. L'État et les médias *mainstream*, en tout cas, les comprennent très bien et les encouragent, ils sont d'accord, ils veulent la paix eux aussi. Ils sont plus circonspects quand il s'agit de justice.

En France, les mères des quartiers vivent dans la hantise qu'un contrôle de police dégénère, et briefent leurs marmots dès l'âge le plus tendre. Depuis 2017, le refus d'obtempérer peut justifier un tir. Les garçons de 12 ou 13 ans, contrôlés à répétition, soumis à des palpations, à qui on fait écarter les jambes pour les fouiller, à qui on touche les parties génitales, qu'on insulte en termes racistes, qu'on bouscule et qu'on menace, ce qui est régulièrement relevé par des ONG, développent un haut niveau de stress constant. Ils savent ce que signifie l'arbitraire dès leur plus jeune âge et se rendent bien compte que tout le monde n'est pas traité de la même façon.

Le Front de mères se réclame des Folles de la place Vendôme, qui exigeaient justice au début des années quatre-vingt pour leurs enfants victimes de meurtres racistes ou policiers, s'inspirant directement des Folles de la place de Mai en Argentine. Ça la fout toujours mal, pour une démocratie, d'avoir des problématiques de dictature. Comme la Collective des mères isolées, elles se battent contre la violence et les discriminations. Nombreuses sont les mères, sœurs, filles des quartiers qui se sont engagées dans ce combat pour la justice, et celles-là ne reçoivent pas de subventions. On ne peut certes pas reprocher aux Gilets roses de faire tampon pour protéger leurs enfants en même temps que l'ordre. Mais on ne peut pas

reprocher non plus aux autres collectifs d'exiger justice pour leurs enfants et de se solidariser avec eux contre un ordre qui les lamine, les mutile et les tue.

Ce sont souvent les femmes qui se battent contre le racisme, la discrimination et la violence des unités dévolues au quadrillage policier des quartiers. Avant qu'Adama Traoré ne meure écrasé par trois gendarmes en juillet 2016, le jour anniversaire de ses 24 ans, Amine Bentounsi avait pris une balle dans le dos en avril 2012, à l'âge de 29 ans, et Lamine Dieng avait été étouffé par cinq policiers en juin 2007, à 25 ans. Pourquoi ces trois-là parmi tant de morts ? Parce que leurs sœurs Ramata Dieng, Amal Bentounsi et Assa Traoré n'ont jamais lâché prise, ont constitué des réseaux d'alliance entre familles de victimes, comme à l'époque des Folles de la place Vendôme, ont bataillé dur pour que les noms de leurs frères et des autres ne disparaissent pas, et désignent la France pour ce qu'elle est : un pays gangrené par la violence policière et le racisme systémique. Assa Traoré a porté le scandale jusqu'à l'ONU et a créé des ponts avec la résistance antiraciste mondiale. Grâce à la pugnacité de Ramata Dieng, la France a fini par verser à sa famille 145 000 euros pour arrêter les poursuites auprès de la CEDH en 2017. Amal Bentounsi a diffusé l'application pour smartphone UVP (Urgence violences policières), qui permet de capter et d'envoyer immédiatement les images sur des serveurs dédiés. Et Mounia Merzouk, cette mère indigne, ne s'effondre pas. Au contraire, elle est radieuse et lève le poing, décidée à ne plus jamais baisser la tête et à obtenir justice pour Nahel.

L. B.

LA POLICE TUE



L'EXPRESSION « les quartiers » désigne les quartiers populaires définis par la politique de la ville comme quartiers prioritaires. Ils sont délimités par le revenu moyen selon l'Insee. Il se trouve, ô coïncidence, que le niveau de pauvreté a quelque chose à voir avec l'origine des populations qui y sont majoritaires, issues de la colonisation et de ses suites. Ce sont donc ce qu'on appelle des ghettos, au sens contemporain du terme : des endroits où certaines populations sont littéralement confinées par impossibilité d'aller s'établir ailleurs, la fonction étant à la fois de les ostraciser, tout en les exploitant (car ce sont des ghettos que partent majoritairement les premières de corvée).

Ce terme est préférable à « cité », plus restrictif, et qui désigne à l'origine pour une bonne part des cités de transit qui sont devenues des cités de relégation, ou les ensembles de barres ayant poussé dans les années soixante désignés sous le terme de « banlieues ». Car il y a aussi dans les quartiers d'anciens corons, des quartiers urbains séculaires très pauvres, mais inclus dans la ville, comme celui de Château Rouge, à Paris, ou le centre de Béziers, qui date en grande partie du XVII^e siècle.

Comme tous les termes qui définissent une réalité sociale discriminante (appeler un chat un chat), ce terme est à la fois stigmatisant et revendiqué, surtout par des jeunes. Car tout ghetto donne naissance, quel que soit l'endroit dans le monde, à des cultures spécifiques, des langues, des identités fortes et en résistance ou en rébellion, un art consommé de la débrouille et une solidarité littéralement fusionnelle, comme on le voit chaque fois qu'un jeune est tué ou comme on l'a vu pendant le confinement. Une autre façon d'être humain, d'être supérieurement ensemble, s'y organise dans la nécessité, la violence et l'abandon. Un gosse tué comme Nahel est celui de toutes les mères, l'enfant, le frère, le neveu de chacun-e, et la réaction est aussi viscérale que générale. Ce qu'on voit à ce niveau dans les quartiers, on ne le voit que dans les quartiers.

L. B.

« Vlà la gamelle »

De Crève la taule 84, nous avons reçu l'info ci-dessous :

La vingtième émission de « Vlà la gamelle » vient d'être mise en ligne.

Pour l'écouter : <<https://www.aioli-radio.org/emissions/infos-reportages/vla-la-gamelle-20>>.

MAIS QUE FAIT LA POLICE ?

Pour répondre à cette question, partons des fondamentaux : article 12 de la Déclaration des droits de l'Homme et du citoyen : « La garantie des droits de l'Homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée. » C'est on ne peut plus clair : la police est au service de l'État, mais pas d'un État entièrement dévoué au capital contre le travail. C'est pourquoi il n'y a jamais eu de « gardiens de la paix », mais bien plutôt des « forces de l'ordre ».

Une répression accrue

En 1986, Malik Oussekiné a été tué par les « voltigeurs », peloton motorisé armé de matraques. À l'époque, cette brigade avait été dissoute dans la foulée. Elle est aujourd'hui ressuscitée sous la forme des BravM (Brigade de répression des actions violentes motorisée), dont les exactions sont particulièrement bien documentées, malgré les démentis éhontés de Darmanin et Macron.

Pour le premier, en effet, s'il y a des blessés, ils sont légers. Quant au second, il a déclaré, la main sur la couture du pantalon :



Ne parlez pas de répression ou de violence policière, ces mots sont inacceptables dans un État de droit.

Oui, en effet ! Quant à Laurent Nuñez, préfet de police de Paris, il assure que ses troupes agissent de façon appropriée. Il a déclaré sans rire :

Les manifestants ne subissent pas de violences, la réponse de la police est toujours proportionnée¹.

Pourtant, l'ONU, le Conseil de l'Europe, et même la Maison-Blanche, s'inquiètent de l'ultra répression qui s'abat en France sur les manifestants.

Duja Mijovic, commissaire aux Droits humains, parle d'usage excessif de la force. Amnesty international s'inquiète quant à elle de l'arsenal de matériel de maintien de l'ordre déployé lors de manifestations : matraques, gaz poivre, gaz lacrymogène, grenades assourdissantes, canons à eau, balles caoutchouc, sans compter les véhicules blindés, les drones de surveillance, les LBD, les grenades de désencerclement, la pratique de la nasse, etc.

La France, première de la classe

Toujours selon Amnesty international, il n'y a pas, en Europe, un seul pays où la police mutile et tue autant, et cela en toute impunité, notamment depuis l'article L.435-1 du Code de la sécurité intérieure voté en 2017, qui autorise les forces de l'ordre à faire usage de leur arme lors d'un contrôle routier. Merci Cazeneuve, ministre de l'Intérieur de Hollande.

Au moment du Covid, pour faire peur au bon peuple comme au temps de la peste, Macron avait dit : « Nous sommes en guerre. » Effectivement, aujourd'hui, nous sommes en guerre contre les projets d'adaptation brutale au capitalisme mondialisé des structures économiques et sociales héritées des luttes de celles et ceux qui nous ont précédés.

Et la police est là comme le bras armé du pouvoir, pour appuyer l'autoritarisme de l'État afin de faire taire la contestation par la force. Finalement, sous couvert de « démocratie », la violence systémique devient une forme de gouvernance.

Mais cette répression brutale et les exactions policières ne sont pas, bien évidemment, légitimes a priori, et la référence à Max Weber, entendue ici où là, y compris dans la bouche de Macron qui n'a pas peur du ridicule, est fallacieuse : en effet, si selon le sociologue : « L'État possède le monopole de la violence légitime² », cela ne suffit pas à justifier les dérives répressives du pouvoir. Il faut, pour que cette violence soit légitime, qu'elle soit reconnue et acceptée comme telle par celles et ceux sur lesquelles l'État a autorité. Et qui dit légitime, ne dit pas forcément juste...

Une quasi-impunité

Selon la Ligue des droits de l'Homme, il y a eu, en un an,

autant de manifestants blessés par la police (2 500), et parfois mutilés à l'œil ou aux mains par des tirs de balles de défense (144 blessés graves), que pendant les 20 ans précédents³.

Pourtant, seules 378 procédures ont été ouvertes par l'IGPN (Inspection générale de la police nationale). Quant à l'IGGN (Inspection générale de la gendarmerie nationale), elle a considéré que les deux tirs de LBD effectués par les gendarmes montés sur quad à

Sainte-Soline étaient « conformes à la légitime défense et que les militaires n'ont pas commis de faute⁴ ». Rien de surprenant quand on sait les liens étroits de ces instances chargées du contrôle avec le ministère de l'Intérieur.

Cependant, malgré ce soutien évident de leur hiérarchie et de leurs syndicats, de plus en plus de flics quittent le navire : selon un rapport de la Cour des comptes d'avril dernier, l'année 2022 a enregistré un nombre record de démissions : 3 000 dans la gendarmerie et 2 500 dans la police, étant précisé que ces chiffres sont sous-estimés.

Serait-ce un retour d'affection pour le manifestant ou le jeune de banlieue ? Point nenni, cela tient à des motifs basement matériels : conditions de travail difficiles (*sic*), rémunération jugée trop faible, mauvaise image de la profession (*re-sic*).

Quoi qu'il en soit, on ne peut qu'encourager policiers-es et gendarmes à déposer arme et bouclier, képi et uniforme, et peut-être qu'alors, en rentrant chez eux le soir, pourront-ils et elles à nouveau regarder leurs enfants dans les yeux.

Michèle Gay

1. Libération, 6 avril 2023.

2. Rions un peu : Darmanin le lettré, a dit sur Médiapart (1^{er} juillet 2023) : « La police exerce une violence, certes, mais une violence légitime. C'est vieux comme Max Weber ! »

3. Évelyne Sire-Marín, présidente de Chambre honoraire, membre de la LDH et de la Fondation Copernic, site Entre les lignes, entre les mots, 9 juin 2022.

4. Le Monde, 12 avril 2023.



UN BASTION ANTI-AVORTEMENT : L'ANDORRE

A QUOI SERT
LA POLICE...

LE MINUSCULE ÉTAT situé entre la France et l'Espagne est régi par une législation qui considère l'avortement comme un crime, même après un viol. Vanessa Mendoza Cortés, ayant dénoncé cet état de fait, a été condamnée à une peine d'emprisonnement qui s'est transmuée en peine d'amende. Elle est constamment suivie par deux policiers... Son procès est prévu pour fin 2023.

Mais, en fait, qui gouverne l'Andorre (77 000 habitants), « conjointement et de manière indivise [...] à titre personnel et exclusif » ? On vous le donne en mille : les deux co-princes sont un évêque traditionaliste et... Emmanuel Macron.

En passant par Verdragon: du Front de mères à la révolution

Fatima Ouassak habite Bagnolet. Elle est née dans le Rif du Maroc. Sa famille est arrivée en France quand elle avait un an. Son père travaillait comme ouvrier. Après Science Po Lille, elle obtient un doctorat. Consultante en politiques publiques, notamment, précise-t-elle, en direction des quartiers populaires, elle étudie et évalue des programmes d'actions envisagées ou entreprises par une autorité publique, et peut également mener des missions d'accompagnement stratégique et opérationnel dans le cadre de leur mise en œuvre. Ce qui fournit de précieuses infos à une militante dotée d'une solide culture ouvrière et de l'immigration.

FATIMA OUASSAK A DES ENFANTS. Grossesses, accouchements, en charge de tout-petits : on lui parle et on agit envers elle comme si elle était mal compréhensible ou engluée dans des traditions d'un autre temps, d'un autre monde. Discrimination au patronyme. Mais bon, jusque-là ce n'est qu'elle qui subit. Elle travaille, ses enfants vont à la crèche, puis à la maternelle, deux lieux institutionnels où, dans des détails qui en disent long, elle affronte, cette fois au niveau de ses enfants, les normes qu'elle remet en question à travers l'organisation féministe Réseau classe/genre/race qu'elle fonde en 2016. Normes sexistes, filles en rose, tissus fleuris et barrettes décorées, mais aussi normes racistes, cheveux frisés attachés, cheveux lisses libres. Et où elle se rend compte que, même avant trois ans, on préfère avoir la peau claire que foncée. Normes intériorisées.

Normes qui se glissent jusque dans les cantines

Fatima Ouassak est végétarienne, elle ne souhaite pas que ses enfants mangent de la viande. On lui répond que c'est impossible. Pensant y trouver un soutien, elle décide d'adhérer à la FCPE. Mais quand, lors de réunions de la FCPE de l'école de sa fille, elle parle d'option végétarienne à la cantine, on lui répond laïcité, et on lui bloque l'accès aux instances de la FCPE de la ville, en la présentant comme communautariste et entriste. Si elle ne veut pas que ses enfants mangent de la viande, porc ou pas porc, ce ne peut être que parce que cette viande n'est pas halal ; personne parmi ces représentants de parents d'élèves ne peut imaginer qu'une

femme prénommée Fatima puisse être végétarienne et souhaiter que ses enfants le soient pour des raisons simplement éthiques et non pas religieuses.

Discrimination au patronyme

« Démissionnée de la FCPE », elle fonde aussi, en 2016, Ensemble pour les enfants de Bagnolet, une collective de mères. À plusieurs, on est plus fortes. Elles fêtent leurs grossesses et leurs accouchements, partagent leurs expériences et des temps d'échange sur ce qu'elles veulent pour leurs enfants, se soutiennent face aux violences et aux discriminations, s'entraident dès que le besoin s'en fait sentir.

Peu à peu, elles élargissent leur combat à tous les problèmes sociaux et écologiques que leur progéniture rencontre ou risque de rencontrer. Puis, avec d'autres collectives, elles créent Front de mères, syndicat de mères des quartiers populaires. Elles se sont constituées sujets politiques, avec pour but d'améliorer la vie de leurs enfants, et donc leur avenir.

Conscientes de l'inégalité de l'enseignement, elles gardent l'école au centre de leurs préoccupations. Conscientes de la richesse que peut apporter une double culture, elles veillent à transmettre les valeurs et les savoirs dont elles-mêmes ont hérité, ainsi que le souvenir

des luttes anticoloniales qui ont été menées par les générations précédentes, et le rôle que les femmes y ont joué.

Préoccupées par la santé, voire la survie de leurs enfants, elles vont ajouter à leur agenda les dangers que l'air pollué et les violences policières font peser sur eux. Ces



mères ne veulent pas que leurs enfants meurent étouffés par les flics ni par la pollution. Car c'est dans les quartiers populaires, proches d'usines, d'autoroutes et d'échangeurs, que l'on respire l'air le plus nocif et que les jeunes sont constamment contrôlés, arrêtés, brutalisés et trop souvent tués.

Après la mobilisation lycéenne de 2018 et la violente répression qui y répond, le Front signe, avec le collectif des mères du lycée Arago (Paris) et celui des mères du lycée Bergson (Mantes-la-Jolie), un texte intitulé « Les mères avec les lycéens : ne touchez pas à nos enfants ! ». Un mois plus tard, les femmes du Front soutiennent les élèves de Romain-Rolland, à Ivry. En 2020, à Beaumont-sur-Oise, elles participent à la marche pour Adama Traoré organisée par le comité Adama et Alternatiba (mouvement pour le climat et la justice sociale.

Les oppressions étant consubstantielles, faites de la même substance, où richesse et pouvoir se mêlent, les luttes le sont finalement aussi, et des alliances se créent.

Avant la marche de Beaumont-sur-Oise, Alternatiba avait invité Fatima Ouassak à raconter son combat pour l'alternative végétarienne dans les cantines scolaires, combat qui sera enfin gagné à la rentrée 2021.

En juin de cette année-là, Alternatiba et le Front ouvrent à Bagnolet la première maison d'écologie populaire, baptisée Verdragon. Un lieu où partager les savoirs, réfléchir ensemble, imaginer et organiser des actions. Pour Fatima Ouassak, le dragon symbolise la puissance politique et la protection des enfants. Et il renvoie à la culture manga, dont les jeunes des quartiers sont fans. C'est d'ailleurs par une scène du manga *One Piece* que s'ouvre *Pour une écologie pirate*, deuxième ouvrage d'une trilogie commencée avec *La Puissance des mères*. Trois enfants rêvent de se libérer d'un monde injuste et violent en devenant pirates.

Dans *Les Pirates des Lumières ou la véritable histoire de Libertia*, dernier livre publié de son vivant, David Graeber s'intéresse à une mythique société libertaire que des pirates, rejetant la hiérarchie, l'autorité venue d'en haut, le pouvoir liberticide et l'accaparement des richesses par les royaumes occidentaux, auraient fondée à Madagascar entre la fin du XVII^e et le début du XVIII^e siècle. Une tentative de vie commune basée sur la liberté



et l'égalité. Parler d'une écologie pirate, c'est dire que lutter contre le dérèglement climatique est vain si l'on ne lutte pas aussi pour la liberté et l'égalité, donc contre le système colonial capitaliste qui, tout en défendant officiellement la liberté et l'égalité, exploite et épuise non seulement les êtres humains, mais l'ensemble du vivant sur la planète entière. Car, comme l'écrit Malcolm Ferdinand : « Les colonisations historiques tout autant que le racisme structurel contemporain sont au centre des manières destructrices d'habiter la terre ».

Fatima Ouassak propose une révolution. Un changement de modes de pensée et de manières de vivre. Afin que, partout dans le monde, les sans-voix et les sans-terre, dont font partie les habitants des quartiers populaires, prennent la parole et reprennent leur terre.

Marie-Hélène Dumas

Sources :

- Fatima Ouassak, *La Puissance des mères, pour un nouveau sujet révolutionnaire*, La Découverte, 2020.
- Pour une écologie pirate, et nous serons libres*, La Découverte, 2023
- David Graeber, *Les Pirates des lumières, ou la véritable histoire de Libertia*, Libertia, 2019.
- Malcolm Ferdinand, *Une écologie décoloniale*, Le Seuil, 2019.



DES FÉMINISTES PROXÉNÈTES

« Il n'y a pas de traite humaine à Limoges. »

Voilà ce que nous avait répondu une certaine association selon laquelle toutes les personnes qui se prostituent dans la région le font de leur plein gré, en toute connaissance de cause, et n'ont, de ce fait, pas besoin de soutien particulier, en dehors d'un accès illimité aux préservatifs.

Des prostituées heureuses, en somme des indépendantes, nous avait-on assuré. Circulez, il n'y a rien à voir !

A

près quelques mois d'activité du Mouvement du Nid, à Limoges – qui se bat aux côtés des personnes prostituées, contre le système prostitueur –, nous constatons que ce discours est erroné et dangereux.

Des femmes que nous accompagnons nous ont fait part de situations hallucinantes où, lorsqu'elles se sont adressées à des psychologues, infirmières ou membres d'associations, pour crier leur besoin de quitter la prostitution, on leur a répondu qu'elles « font une activité tout à fait valide », qu'il n'y a pas lieu de se morfondre, et qu'au lieu de vouloir à tout prix faire autre chose, elles devraient en être fières ! Que leur rejet viscéral de la prostitution – dont elles sont victimes, pour certaines, depuis plusieurs décennies et sur plusieurs continents – est un préjugé petit-bourgeois, et de la puto-phobie intériorisée !!!

Au lieu de reconnaître leur souffrance et de leur donner les informations qui leur permettraient de quitter la prostitution, on leur a offert 50 capotes et une tape sur le dos. Et une ordonnance pour des anxiolytiques pour supporter leur calvaire.

Mais il y a pire : nous avons appris que des associations donnent aux femmes les tarifs des actes sexuels, et leur indiquent les endroits où il faut se placer à Limoges, et comment s'y prendre pour attirer les clients !

C'est tout simplement du proxénétisme.

La situation est gravissime : des femmes en détresse – migrantes, malades, à la rue, etc. – ne reçoivent pas l'aide qu'elles demandent. À cause de biais idéologiques, il y a des « professionnel·les » du milieu médico-social et associatif qui nient la souffrance de ces femmes et leur dissimulent l'accès aux dispositifs d'aide à sortir de la prostitution auxquels elles ont pourtant droit. Et ceci est particulièrement alarmant lorsqu'il s'agit de personnes qui se prétendent féministes !

Ajoutons à cela que certaines de ces proxénètes en herbe ont déjà tenté de dissuader des femmes en situation de prostitution de porter plainte contre un homme qui les harcelait, en leur disant que cela ne mènerait à rien de toute façon, car elles n'ont pas de preuves...

Rappelons-le :

Il n'existe pas de prostitution *safe* et qui conserve la dignité d'une personne. À Limoges, sous votre nez, il y a de la traite humaine et des femmes qui dorment dans la rue avec leurs enfants, et qui consentent à se laisser violer pour pouvoir survivre. Elles demandent de l'aide et on leur répond qu'elles font un beau métier. C'est la réalité et nous l'avons observée sur le terrain. Notre action et les rencontres que nous faisons nous démontrent à chaque fois la pertinence de l'existence du Mouvement du Nid, véritable pilier au milieu de la contre-offensive réglementariste qui déferle sur la France et menace les droits et l'intégrité des femmes.

Bénévoles du Mouvement du Nid

Contact : nouvelleaquitaine-87@mouvementdunid.org

La grève des ventres... entre autres

Connaissez-vous Marie Huot (1846-1930)? «Libertaire, néomalthusienne, antispéciste, théosophe...», c'est le sous-titre du livre que Sylvain Wagnon consacre à cette femme qui a vécu en activiste, et sur plusieurs fronts. À 23 ans, elle se marie avec «un fonctionnaire de l'Instruction publique révoqué pour son adhésion à la Libre Pensée et à la République». Ils vont écrire et fonder un journal. Marie, elle, lance des campagnes (contre la vivisection, la tauromachie), écrit des pamphlets au ton virulent, met tout son cœur pour la cause animale et son refus de la prolifération dans son combat pour «la grève des ventres».

L'AUTEUR NOUS LIVRE DEUX TEXTES D'ELLE qui, comme le dit son amie, la militante anarchiste Jeanne Humbert, sont «un beau cri» dans un style «âpre»: «Maternités», un texte bref de 1892 où elle décrit la réalité des femmes procréatrices, la prolétaire qui meurt après avoir choisi l'avortement, «un avortement qu'on dirait pratiqué à coups de sabre tellement l'opérateur y mit de brutalité... ou d'inexpérience», mais, rajoute Marie, «arracher de sa chair cette superfétation encombrante était un droit aussi légitime, aussi imprescriptible que le suicide», et l'autre prolétaire, en miroir à l'autre bout de la chaîne, celle dont les sept fils sont morts à la guerre et qui reçoit médaille et pension. *Mange, la vieille*, dit Marie, *tu ne mourras pas d'indigestion, au prix où est la viande, et la chair à canon*. Et elle termine par:

Quand donc fera-t-il grève, ce ventre de serve, ce ventre maudit des femmes et des mères!

La grève des ventres, c'est d'abord viser la qualité plutôt que la quantité. Accorder à un enfant tout ce dont il a besoin pour se développer harmonieusement, plutôt que laisser venir une flopée de petits livrés à eux-mêmes et qu'on n'a pas les moyens de nourrir. Et puis, la grève des ventres, c'est un acte politique: cesser de fournir des bras pour l'industrie et de la chair pour la guerre. Couper l'alimentation de l'ogre capitaliste à ce moment où il prend son essor et exacerbe les inégalités sociales, l'exploitation des classes laborieuses, des femmes et de tous les êtres vivants. Ce pouvoir de transformation radicale est aux mains des femmes et leur donne une place spécifique dans le combat révolutionnaire.

Les enfants comme *chair à canon* (aujourd'hui, on pourrait ajouter chair à neutrons, chair à pesticides) sont un thème fréquent à l'époque dans les milieux révolutionnaires, qui sont

aussi antimilitaristes. Le texte de Manuel Devaldès, *La Chair à canon*, sort en 1908. Fernand Kolney envisage, dans *La Grève des ventres* (1908), l'écroulement du capitalisme. Et il y a Paul Robin, pédagogue et militant anarchiste, qui comprend la nécessité d'une éducation sexuelle et élabore une conception de l'éducation intégrale qui exprime la volonté et l'ambition d'une émancipation humaine par le développement des capacités intellectuelles, corporelles, morales et affectives des femmes et des hommes. Il crée la Ligue de régénération humaine, qui diffuse un feuillet, *Aux femmes*, explicite sur la nécessité et les moyens de contrôler les naissances et de garder la maîtrise de son corps, et qui envoie ses adhérents à la sortie des usines pour y vendre, «pour quatre sous», un petit objet enveloppé dans le tract: *L'art et la science de ne pas avoir d'enfants sans vous priver d'amour*.

Les féministes libertaires sont très présentes dans ce courant néomalthusien, et Marie y retrouve Jeanne Humbert, Nelly Roussel, Madeleine Pelletier (qui écrit *L'Émancipation sexuelle de la femme*) autour du «droit à une maternité choisie, à une sexualité libre, comme préalable à une émancipation collective». En 1912, de l'autre côté de l'Atlantique, Emma Goldman donnera des conférences au titre explicite: *Pourquoi les pauvres ne devraient pas avoir d'enfants*.





Mais ces idées néomalthusiennes et féministes ne sont pas prioritaires au sein du mouvement révolutionnaire, et Sylvain Wagnon écrit : *Les révolutionnaires qui ne comprennent pas la priorité politique de la grève des ventres, et même qui se complaisent à refuser une réflexion sur le rôle des femmes, et des violences faites aux femmes par le maintien d'une procréation subie [sont] les idiots utiles du pouvoir autoritaire.* Marie, elle, les dénonce haut et fort : *Ô partisans de l'amour libre, qui le pratiquez, les soirs de ribote, à grands coups de poing sur la femelle !*

Les États se préparent toujours à la guerre. Sachant que leur richesse tient au nombre de pauvres qui travaillent et se battent pour eux, ils mettent toujours en place des politiques natalistes. De plus, pour contrer les idées libertaires, il y a la loi du 2 août 1882 qui réprime les outrages aux bonnes mœurs et qui est l'arme des associations natalistes et religieuses. Ainsi est attaqué Eugène Humbert, directeur de Génération consciente, accusé de pornographie pour la diffusion de procédés contraceptifs. Au lendemain de la Première Guerre mondiale, la loi du 31 juillet 1920 réprimera « la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle », interdisant « toute diffusion de l'information pour les méthodes contraceptives, et définissant l'avortement comme un crime ». Le néomalthusianisme, « minoritaire et critiqué au sein même de la mouvance révolutionnaire », ne pourra survivre à cette loi. Marie ne désarme pas, engagée sur d'autres fronts.

Dans *Le Mal de vivre* (1909), elle est volontiers apocalyptique et décrit l'homme dès ses débuts comme dominateur et patriarcal, procréant, s'accouplant et se multipliant sans réserve. On sent la grande misère prolétaire, la vie grouillante des faubourgs où enfants, chats et chiens prolifèrent, « d'où une surcharge de bras à employer et de bouches à nourrir ». « Cette multitude où grognent les appétits, c'est l'obstacle à toute autonomie », écrit-elle. Quand le nombre grossit, la soupape de sûreté pour l'État, c'est « la guerre où le trop-plein des nations s'écrase et s'engloutit ».

À ces hommes qui, pour Marie, méritent l'anéantissement, elle oppose nos « frères inférieurs », les animaux, « qui subissent comme l'homme la noire malédiction » (de la reproduction incontrôlée) et de surcroît les fureurs despotiques que les humains, leurs maîtres, leur infligent. Elle décrit la vie des animaux dans les villes, la cruauté qu'ils subissent. Elle donne une recette pour tuer proprement les petits chats à la naissance. C'est du vécu, du senti et du pensé ! Elle parle de la fourrière qui a pris 15 000 chiens dans l'année. C'est la prolifération qui engendre la misère, « cette germination croissante de l'humanité » et de ses commensaux. À Proudhon, qui démontrait que l'accroissement de la production allait de pair avec celui de la population, elle objecte que la Terre n'est pas une balle élastique et qu'elle a des limites. Une conscience écologique déjà.

De même, antispéciste avant l'heure, Marie Huot définit l'animal comme « un être vivant à part entière, qui mérite non seulement le respect, mais aussi des droits, à l'instar des êtres humains ». Elle reprend la loi de 1850 de lutte contre la maltraitance animale en remarquant que « l'animal y est simplement considéré comme une chose en propriété et non comme un individu et comme être sentant. Les cruautés dont il est trop souvent l'objet sont assimilées à de simples délits ». Elle s'insurge contre les médecins qui, au nom de la méthode dite expérimentale de Claude Bernard, abusent de la vivisection « dans des démonstrations mille fois répétées ». À la même époque, Élisée Reclus écrit dans *Du végétarisme et des végétariens* : « Il s'agit de reconnaître la solidarité d'affection et de bonté qui rattache l'homme à l'animal ; il s'agit d'étendre à nos

frères dits inférieurs le sentiment qui déjà dans l'espèce humaine a mis fin au cannibalisme. Les animaux nous conviennent plus comme amis que comme viande », ajoute-t-il.

Marie Huot est une activiste. Elle frappe de son ombrelle le médecin Brown-Sequard, qui pratiquait une vivisection sur un jeune singe, manifeste lors de l'inauguration de la statue de Claude Bernard, dénonce Pasteur et sa vaccination : *Quand les apôtres d'une méthode l'expérimentent sur eux-mêmes, ils ont droit à notre estime, à notre admiration. M. Pasteur n'est pas de ceux-là : il a fui le choléra de Marseille il y a trois ans.* Elle organise, avec une vingtaine d'amis munis de sifflets stridents et disséminés en petits groupes qui agissent successivement, une tentative d'interruption d'une course de taureaux. *Il n'y avait pas d'autres moyens pratiques... à moins de prendre un revolver. Nous y avions pensé un instant, mais entre des mains antivivisectionnistes, ça détonne avec les principes.* Cela ne l'empêchera pas d'accompagner son ami Ivan Aguéli, qui tire et blesse un torero avant une des premières corridas en France. D'ailleurs, d'Hugo à Zola, de Séverine à Octave Mirbeau, les tribunes se multiplient contre la corrida, qui est, dès le début, « un enjeu entre conservateurs, tenants d'une pseudo-tradition régionale, et progressistes qui en perçoivent la violence et la cruauté ».

Pour Marie, les animaux sont, comme les prolétaires, « des déshérités, des exploités et des martyrs du travail », cependant que « l'amour des animaux fait partie de l'élévation morale ». Dans ce combat, elle est soutenue par son amie Louise Michel (dont elle gardera les chats et la mère pendant son incarcération, en 1883), laquelle écrit : *Au fond de ma révolte contre les forts, je trouve, du plus loin qu'il me souvienne, l'horreur des tortures infligées aux bêtes. J'aurais voulu que l'animal se vengeât, que le chien mordît celui qui l'assommait de coups,* et elle ajoute : *Plus l'homme est féroce avec la bête, plus il est rampant devant les hommes qui le dominent.* Elle rencontre d'autres alliées féministes, Maria Deraismes, Rachilde, et l'auteur constate « que la lutte contre le patriarcat trouve toute sa place dans le mouvement pour la cause animale ». Mais, surtout, dans la défense des animaux, elle va rencontrer beaucoup de railleries, de propos sexistes, d'accusations de sensiblerie, y compris dans les milieux révolutionnaires qu'elle fréquente, et elle doit sans cesse justifier sa position. Elle revendique « l'amour des êtres tyrannisés, et la haine des tyrans ».

Pendant ma lecture, j'ai eu à l'esprit l'image que je me suis faite de Nietzsche, dans une rue de Turin, suspendu en pleurs au cou d'un cheval que son cocher frappait.

Si la question du statut des animaux est clairement posée parmi les anarchistes et révolutionnaires, pour le plus grand nombre, elle est tenue pour accessoire au regard des grandes lignes idéologiques, et Marie rencontre peu de soutien, ce qui ne la décourage pas d'intervenir sans cesse pour la cause animale, la zoophilie (comme on dit en ce temps), avec l'idée que toutes ces luttes concourent à faire reculer la domination.

Dans le même temps, elle fréquente les théosophes. Et elle n'est pas la seule. Comme le fait remarquer l'auteur, « la question des liens entre courants révolutionnaires, anarchistes, socialistes, et courants ésotériques ou spiritualistes est sous-estimée par l'historiographie ».

La Société théosophique est fondée en 1875 par Helena Petrovna Blavatsky et prône un *syncrétisme spirituel des religions orientales et occidentales [qui] vise à élaborer une fraternité universelle, sans distinction de sexe, de religion ou d'ethnie.* Cette fraternité universelle s'étend aux animaux. En 1913, se crée, au sein de la Société théosophique, un groupe de protection de nos « frères inférieurs ». Après la guerre, ils écrivent : « La protection

des animaux devient une véritable question sociale, car la cruauté ferme la porte à toute possibilité d'évolution spirituelle, pour la nation comme pour l'individu.»

On retrouve dans cette mouvance Annie Besant, féministe et libre penseuse, attaquée et condamnée pour avoir édité l'ouvrage de Charles Knowlton, *The Fruits of Philosophy*, qui prône le contrôle des naissances et détaille les diverses méthodes contraceptives, et Anna Kingsford, féministe engagée et docteure en médecine antivivisectionniste.

Les grands thèmes qui occupent l'esprit des révolutionnaires d'alors s'incarnent dans des personnalités fortes engagées dans plusieurs combats et qui se croisent sans cesse. Au nœud de tous ces combats, il y a la lutte contre la domination et la violence qu'elle impose, et une volonté affirmée d'émancipation et d'élévation des consciences. Marie Huot est la part sombre de ce rêve de fraternité universelle, elle qui, dans *Le Mal de vivre*, n'en voit pas la fin et envisage froidement «la nécessaire disparition de la "race humaine"», comme elle dit. Punk avant l'heure!

De nos jours, plusieurs mouvements ont revendiqué le choix de ne pas faire d'enfants: Childfree, 1970, No Kids, 1980, et le Birthstrike Movement, lancé en 2019 en Grande-Bretagne. Plus proche de Marie Huot, le Voluntary Human Extinction, en 1990. Tous mouvements inscrits dans la conscience de la dévastation capitaliste du monde, de la crise climatique majeure qu'elle engendre, et de l'inéluctable extinction des espèces qui va bien finir par entraîner la nôtre. Mais le message reste inaudible, n'évoque pas le contrôle des naissances de crainte d'être taxé d'eugénisme, ne trouve pas de liens avec les luttes pour la justice raciale et sociale. Birthstrike dissout sa campagne de grève des ventres en 2021. Cela reste un choix individuel qu'à peine 5 % des Français-es revendiquent.

Décidément, NO FUTURE!

Michèle Monico

Sylvain Wagnon, Marie Huot, libertaire, néomalthusienne, théosophe..., Atelier de création libertaire, 2023.

Sœurs (femmes, vie, liberté) Paroles et chant Gérard Verdun, musique Pierre-Guy Allinei, duo

Une fille n'était rien
pour un homme kurde
Mais moi je suis tout et je suis libre
Maison des femmes Akademi libertaire
Crachent aux visages
de leurs tortionnaires
Une fille n'était rien
pour un homme kurde
Mais moi je suis tout et je suis libre
Confédéralisme! Jinéologie du Rojava!
(Refrain)

Sakine, Fidan, Leyla
Les combattantes ne meurent jamais!
Nous ne reconnaissons plus aucune
Aucune autorité masculine
Rééducation des Fous de dieu

Des maquereaux, des misogynes
Nous ne reconnaissons plus aucune
Aucune autorité masculine

Mujeres libres!
Internationales d'Espagne!
(Refrain)

Thérèse, Nassrim, Concha
Les combattantes ne meurent jamais!
Nous, nous n'aimons pas les armes
Nous aimons la terre, la liberté
Comment tuer le mâle dominant
Et cette bestiale mentalité
Nous, nous n'aimons pas les armes
Nous aimons la terre, la liberté

Communeuses! De Goulai Polié à Paris!
(Refrain)

Louise, Hélén, Maroussia
Les combattantes ne meurent jamais!
Sororité en avant-garde
Avant-garde de notre humanité
Seules les commandantes émancipées
Ont libéré Kobané
Sororité en avant-garde
Avant-garde de notre humanité
Atamansha! Mères du monde entier!
(Refrain)

Kendall, Apo, Murray
Les combattantes ne meurent jamais!

Jin Jiyan Azadi!, Femmes, vie, liberté!



Pour écouter et visionner le clip du single:
<https://youtu.be/f1_Hn-ufnNs> et site web:
<<https://le-point-bare.monsite-orange.fr/>>
<https://open.spotify.com/album/2RQELoKHwy74TypBCwht?si=_pdlcxUYQWw_pKellw01g>

Les débuts du néomalthusianisme révolutionnaire en France (1896-1914)

L'histoire du néomalthusianisme révolutionnaire en France interroge par les débats qu'il a suscités au sein des mouvements féministes et anarchistes à la fin du XIX^e siècle, et par son actualité.

LE NÉOMALTHUSIANISME dont nous allons parler s'appuie sur la théorie du pasteur anglican Malthus, pas vraiment un progressiste, inquiet de la croissance « démesurée » de la population et de ses conséquences pour « l'ordre » social et moral. Des militants révolutionnaires de la fin du XIX^e siècle reprennent ce combat pour la limitation des naissances afin d'en faire, selon eux, un levier contre la misère et un outil d'émancipation sociale. Mais, comme le souligne Jean Maitron dans son ouvrage de référence sur l'histoire du mouvement anarchiste en France, si la question de la population, et en particulier du contrôle des naissances, est devenue une question politique, la majorité des anarchistes, et nous pourrions ajouter la majorité des féministes révolutionnaires, ne suivront pas ce courant néomalthusien¹. Il n'en reste pas moins que cette mouvance « néomalthusienne » éclaire parfois d'un jour nouveau l'histoire même de l'anarchisme et du féminisme.

Paul Robin, pédagogue et néomalthusien

C'est le pédagogue anarchiste Paul Robin qui, le premier, tente de faire émerger le néomalthusianisme en France. Un néomalthusianisme révolutionnaire et politique, contrairement à celui de Malthus car, pour Robin, la finalité de la « prudence procréatrice » est l'avènement d'une véritable conscience de l'égalité entre les hommes et les femmes, la possibilité d'entrevoir une nouvelle société adelphique. L'émergence d'une « génération consciente », d'enfants désirés, élevés dans de bonnes conditions matérielles et humaines est, pour lui, la condition d'une révolution sociale à venir. En 1896, il crée la Ligue de régénération humaine, un terme fort qui suscite immédiatement des inquiétudes parmi de nombreux militants révolutionnaires.

Au sein du mouvement anarchiste, le géographe Élisée Reclus y voit une « mystification », considérant que le véritable problème n'est pas le manque de ressources face à une population plus nombreuse, mais la mauvaise

répartition de ces ressources entre les humains. Jean Grave, pilier du mouvement anarchiste, quant à lui, craint une dérive politique qui éloignerait les militants de la question sociale. Au contraire, pour Paul Robin, la question de la population est au cœur de la question sociale car, en réduisant le nombre de leurs enfants, en les élevant dans de bonnes conditions, les prolétaires pourraient espérer améliorer leur condition.

Marie Huot et la grève des ventres

Marie Huot, figure singulière de la fin du XIX^e siècle, engagée à la fois dans l'antispécisme, le féminisme et le libertarianisme, intègre le courant néomalthusien en prônant la « grève des ventres ». Dès 1892, dans des textes percutants, elle cherche à faire entrer dans le combat politique la maternité et l'avortement². Elle veut convaincre, dans des conférences qui réunissent plusieurs milliers de militant·es, qu'une grève des ventres permettrait un blocage de la société industrielle et militariste, un refus de la part du prolétariat de faire de ses enfants de la « chair à canon, chair à travail, chair à plaisir », et de ne plus être complices du capitalisme.

C'est une lutte contre toutes les dominations, capitalistes, spécistes et patriarcales que propose Marie Huot. Un discours et un moyen d'action repris au début du XXI^e siècle par le mouvement *birthstrike* anglais³.

Féminisme néomalthusien

De nombreuses militantes féministes et anarchistes, comme Nelly Roussel, Madeleine Vernet ou Madeleine Pelletier, soutiennent et participent au néomalthusianisme en y voyant une lutte pour la maîtrise de leur corps et leur émancipation. Anne Steiner montre bien que ces militantes défendent le droit à une maternité choisie, à une sexualité libre, comme préalable à une émancipation individuelle et collective⁴.

Néanmoins, comme le précise Anne Cova, ce lien entre féminisme et néomalthusianisme n'est pas une évidence⁵. Une majorité des femmes révolutionnaires et progressistes est restée en retrait, parfois en raison d'un discours paternaliste et misogynne de la part des militants anarchistes, mais aussi parce qu'elles considèrent que la sexualité est une question privée et non politique. Marie-Joséphine Dhavernas parle d'un « rendez-vous manqué » entre les deux courants⁶. Si le mouvement néomalthusien peine à s'affirmer, une filiation est perceptible avec le développement du *birth control* à partir des années 1930. La figure de Jeanne Humbert, militante

néomalthusienne, féministe et libertaire, pionnière du planning familial français des années 1950, incarne cet héritage.

Éducation sexuelle et lutte contre les « lapinistes »

Pour Paul Robin, la « liberté de la maternité est la condition essentielle de la liberté de l'amour, de la fin de toutes les prostitutions, celle du mariage légal comme celle hors du mariage ». En pédagogue, Paul Robin insiste sur l'importance de l'éducation dans la modification des comportements.

L'éducation intégrale, qu'il théorise dès les années 1869, promeut une éducation prenant en compte à la fois l'intellect des enfants, leur développement corporel et affectif. La question éducative revêt une grande importance pour le courant néomalthusien. L'éducation sexuelle de tous et toutes est considérée comme essentielle. Connaître une sexualité qui ne se réduit pas seulement à la procréation, mais qui inclut également le plaisir féminin et masculin, ainsi que la connaissance des moyens contraceptifs, est au cœur du combat néomalthusien.

Mais les ligues natalistes, les « pères lapins », soutenues par les gouvernements républicains, luttent activement contre la diffusion d'une information sur les moyens de contraception. Accusé de « pornographie », condamné par les tribunaux, le courant néomalthusien peine à survivre. La loi du 31 juillet 1920, émanant de la droite de « l'ordre moral », interdit toute information sur les moyens contraceptifs. Cette répression se prolonge en 1923 avec le délit d'avortement, qui devient, en 1942, un crime contre la sûreté de l'État.

Un eugénisme néomalthusien

Avec le néomalthusianisme, Paul Robin entend définir l'idée même du bonheur pour tous et toutes autour de trois axes : « une bonne naissance, une bonne éducation et une bonne organisation sociale ». La « bonne » éducation, c'est-à-dire l'éducation intégrale, doit aboutir à une bonne organisation sociale. Mais l'idée de « bonne naissance » pose clairement la question d'une dérive eugéniste. Paul Robin est explicite : l'objectif est « de rationaliser » la procréation humaine en contrôlant les naissances et en privilégiant la « qualité » sur la quantité.



Hier comme aujourd'hui, l'argumentation et les perspectives choquent. Alain Drouard a bien montré que le néomalthusianisme était l'une des racines de l'eugénisme en France⁷, même si les finalités de transformation sociale et la volonté d'une société plus juste et émancipatrice des néomalthusiens sont indéniables. Créer les conditions d'une révolution sociale en posant la question de la population n'est pas une singularité française. En Catalogne, une partie du courant anarchiste élabore, après la Première Guerre mondiale, un programme global incluant le néomalthusianisme, la prévention des maladies vénériennes et l'eugénisme autour de la notion de « génération consciente »⁸.

L'histoire du néomalthusianisme de la fin du XIX^e siècle pose la question des perspectives d'une nouvelle société et des moyens pour construire cette future société. Ce n'est pas un hasard si le combat néomalthusien, à travers les mouvements de refus de la maternité, resurgit avec les enjeux de la crise écologique actuelle.

Sylvain Wagnon

1. Jean Maitron, *Le Mouvement anarchiste en France*, t. 1 : *Des origines à 1914*, Gallimard, 1992.
2. Sylvain Wagnon, *Marie Huot, libertaire, néomalthusienne, antisépiste, théosophe...*, ACL, 2023.
3. <<https://www.youtube.com/watch?v=E0i5OnJnUA&t=4s>>.
4. Anne Steiner, « Les militantes anarchistes individualistes : des femmes libres à la Belle Époque », *Amnis* [En ligne], 2008, <<http://journals.openedition.org/amnis/1057>>.
5. Anne Cova, « Féminisme et néomalthusianisme », *Encyclopédie d'histoire numérique de l'Europe* [en ligne], <<https://ehne.fr/fr/node/12312>>.
6. Marie-Jo Dhavernas, « Anarchisme et féminisme à la Belle Époque. Quelques réflexions sur les contradictions du patriarcat à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle », *La Revue d'en face*, 1983, n° 13, <https://femenrev.persee.fr/doc/enfac_0152-5611_1983_num_13_1_1212>.
7. Alain Drouard, « Aux origines de l'eugénisme en France : le néomalthusianisme (1896-1914) », *Population*, 1992, 47-2.
8. <<http://cnt-ait.info/2021/04/05/eugenisme-1930/>>.

**À découvrir la chanson
d'Henri Tachan,
« Je ne veux pas d'enfant » :**
<[https://www.youtube.com
/watch?v=Bis1zHq_Krk](https://www.youtube.com/watch?v=Bis1zHq_Krk)>.

[...]

*Je ne veux pas d'enfant.
Je ne suis pas normal.
J'ai déserté les rangs
Du troupeau génital.
C'est comme si j'étais nonne,
Gauchiste ou non-violent,
Enfin, de cette pègre
Qui fait peur aux parents.*

*Je ne veux pas d'enfant.
Je le gueule à la face
De ce monde des grands,
Assassins et rapaces,
Pas d'enfant pour vos guerres,
Vous les ferez sans lui.
Dans le sein de sa mère,
Il objecte sa vie...*

L'esclave se satisfait de la jouissance de son maître

La chirurgie plastique de la vulve se développe en France comme ailleurs. Et c'est fascinant. Cette chirurgie répond à l'impérieux besoin d'améliorer l'aspect du sexe des femmes, voire son fonctionnement. C'est vrai quoi : aucune raison de se limiter à nos nez, nos seins, nos ventres, nos rides, nos fesses et nos cuisses. Il faut TOUT améliorer.

Des victimes de plus en plus jeunes

La nymphoplastie, réduction des petites lèvres, est demandée par des femmes et des filles de plus en plus jeunes et de plus en plus nombreuses. Leur référence esthétique est le porno, ou certaines mannequins qui posent nues, ou encore des influenceuses et autres stars de la télé-réalité dont une a déclaré, en 2021, après avoir été opérée :

Je trouve que c'est super-important d'avoir un beau vagin. J'ai vraiment de la chance, j'ai vraiment un beau vagin, je n'ai pas les lèvres qui dépassent. Là, c'est comme si j'avais 12 ans.

Confondant allègrement vagin et vulve. La référence donc : un sexe lisse (pas de poils, pas de pli), juste une fente, un truc de fillette de 12 ans... Les jeunes filles demandeuses n'ont probablement jamais vu de vulves à l'état naturel et trouvent la leur moche, ont peur d'être anormales.

Rajeunir la vulve

Cette opération était auparavant destinée à rajeunir la vulve, entre autres techniques. L'épilation intégrale était un début, faisant ressembler les jeunes femmes à des jeunes filles prépubères. Mais pour les femmes moins jeunes, se raser ou s'épiler ne suffit pas pour retrouver le sexe de ses 12 ans.

Pour « rajeunir » et « embellir », des techniques variées

L'interdiction de la publicité pour la chirurgie esthétique nous prive des meilleurs morceaux, on peut cependant trouver des perles parmi les « informations médicales ».

■ La labioplastie pour les lèvres, petites et grandes. Les petites lèvres peuvent être raccourcies, on l'a dit plus haut, au laser ou chirurgicalement, et, dans ce cas, on utilise le mot de nymphoplastie. Les grandes peuvent être rendues

plus charnues par injection de graisse ou d'autres produits. Certains parlent de *remodelage vulvaire* : avec l'âge les grandes lèvres ont pu se vider, sont flétries, ridées favorisant une béance vulvaire désagréable, le remodelage des grandes lèvres a non seulement un bénéfice esthétique mais aussi protège les petites lèvres. Elles sont d'autant mieux protégées qu'elles ont été rabotées...

■ La liposuction du Mont-de-Vénus pour en diminuer la proéminence (peut-être qu'on peut en profiter pour faire directement injecter la graisse retirée dans les grandes lèvres). Qu'elles soient nues, en maillot de bain ou vêtues d'une jupe, certaines femmes ont du mal à assumer cet aspect bombé plutôt gênant. Et ailleurs : Des fois, cette intervention peut s'associer à un lifting du pubis, dans le cas d'un relâchement trop important de la peau de cette région.

■ La réduction du capuchon du clitoris, qui serait disgracieux. Cette redondance de peau peut être perçue comme étant disproportionnée et nuisant à l'allure esthétique des parties génitales. En vrai, on parle aussi de plus de stimulation et de plaisir. J'essaie d'imaginer les sensations quotidiennes sur un clito non protégé et... pas envie.

■ Il est aussi possible de faire procéder à un blanchiment de la vulve. Et du trou du cul. La technique moderne semble être un simple *peeling* (gommage) même si on trouve des infos sur un traitement au laser.



Donc : petites lèvres invisibles + grandes lèvres gonflées (mais pas trop) + Mont-de-Vénus effacé + couleur supprimée. Un sexe de femme idéal.

Pourtant, dans la vraie vie des vraies gens, il y a autant d'anatomies vulvaires que de femmes.

Améliorer le fonctionnement

Il faut ensuite améliorer le fonctionnement. Une vulve de base, un vagin de base, avec le dispo standard qu'est le clitoris, ça ne fonctionne pas assez bien.

Pour améliorer le fonctionnement, c'est-à-dire l'accès au plaisir (de qui ?), il y a aussi des solutions.

■ Resserrer le vagin relâché. Le « problème » peut se poser chez les femmes jeunes (qui s'en rendent même pas compte, les inconscientes). Il faut noter que cette modification est difficile à observer pour la patiente, un écoulement d'eau du



Exposition *The great wall of vagina*, de Jamie McCartney, Brighton Fringe Festival, 2011

vagin après le bain figure parmi les signes qui l'indiquent. D'autre part, l'élargissement du diamètre de l'orifice vulvaire est ressenti par le partenaire au moment des relations sexuelles. Il peut engendrer une diminution du plaisir tant chez l'homme que chez la femme. Dans toutes les publications destinées à nous fourguer des resserrements et autres rajeunissements, il est fait état du plaisir... de l'homme.

Quand une femme n'est plus vierge depuis longtemps, quand elle a eu des enfants, son vagin n'a pas l'étroitesse qu'il avait quand elle était... prépubère ? Une opération, un acte de chirurgie, un petit coup de laser peut remédier à ce naturel état de fait. Une « rejuvénation », qu'ils disent.

■ L'amplification du point G. L'escroquerie suprême. On injecte dans la paroi du vagin un produit qui augmente la taille du mythique point G et devrait donc augmenter l'intensité de l'orgasme féminin (s'il ne venait du clitoris). Comme cette zone est déjà naturellement érogène, les sensations se trouvent amplifiées. Du coup, atteindre l'orgasme devient plus facile lors de la pénétration. Cependant, il convient de relever que l'orgasme est multifactoriel et que sa composante psychologique revêt une grande importance.

Voilà, voilà, les femmes orgasment avec leur vagin et leur cerveau. C'est un peu le seul domaine où elles sont réputées avoir un cerveau puissant.

Ironie mise à part, n'oublions pas les complications de tous ces barbares actes chirurgicaux inutiles. Ni combien ça rapporte aux chirurgiens altruistes qui se spécialisent dans l'amélioration du sexe des femmes.

Christine Rebatel

L'aliénation ne toucherait-elle que les femmes ?

La Domination masculine débute par une séance de chirurgie du sexe d'un homme qui pense avoir plus de... de quoi ? en se faisant opérer pour rallonger son pénis d'un centimètre...

Est-ce que ça change tout ? Pour lui : oui !



« Je vais être plus... comment dire... plus fier... Je vais enfin ressortir le buste. »

« Je vais me sentir plus animal. »

« Je me sentirai moins complexé, je me retrouve vraiment moi-même... Je vais pouvoir crier mon nom et mon prénom haut et fort. »

Patric Jean, *La Domination masculine*, 1 h 43 min., Solaris Distribution, 2019.

«Vade retro spermato», suite...

«L'avortement, c'est une affaire de femmes, comme la contraception, le ménage et la cuisine. Pas ou peu d'implication masculine dans ces domaines réservés.»

CETTE PHRASE est extraite du numéro 11 de *Casse-rôles*, dans lequel nous présentons un dossier sur la contraception masculine, citons le groupe Ardecom de Toulouse (Association pour la recherche et le développement de la contraception masculine) et le film de Philippe Lignières, *Vade retro spermato*, qui témoignait de la préoccupation des hommes sur le résultat de leur sexualité dans les années 1970.

Cinquante ans plus tard, deux journalistes, Guillaume Daudin et Stéphane Jourdain, lors d'un débat entre amis sur la nocivité de la pilule sur la santé des femmes, découvrent l'existence de moyens de contraception masculine utilisés par quelques centaines d'hommes dès les années 1980, mais toujours aussi méconnus ou carrément ignorés aujourd'hui par les intéressés et, pire, le monde médical. Zéro progrès sur ce front-là.

Les fondamentaux de la société patriarcale ont la vie dure

Ils décident alors de raconter l'histoire de leur découverte de la contraception masculine dans un roman graphique plus accessible et ludique qu'un document lambda. Pour les deux auteurs, il est plus simple d'expliquer le fonctionnement du corps humain en dessins, et celui-ci permet la mise à distance sur un sujet qui reste tabou : la virilité des hommes.

Avec l'illustratrice Caroline Lee, ils publient, en 2021, aux éditions Steinkis, *Les Contraceptés : enquête sur le dernier tabou*.

Le livre revient sur les différentes méthodes de contraception masculine en les expliquant, sur l'histoire de ces méthodes et sur le principal obstacle à leur développement : les hommes ! Pendant plusieurs mois, les

auteurs sillonnent la France à la rencontre de spécialistes, mais aussi d'hommes qui ont accepté de se faire contracepter.

La contraception : une affaire de femme ?

Qui sont les contraceptés d'aujourd'hui ?

Ce sont le plus souvent des hommes d'une vingtaine d'années en couple hétéro stables, on les croise beaucoup en province, dans les milieux alter ruraux et autres. Ils s'y mettent de manière un peu pragmatique : ils vont regarder sur le web les avis de la communauté qui utilise ces moyens de contraception. Ils tentent d'obtenir un suivi médical, mais s'aperçoivent qu'ils sont bien mieux renseignés que les médecins !

Les deux journalistes souhaitent que ce livre aide à rendre crédible l'idée que la contraception n'est pas une obligation féminine et que les hommes doivent, eux aussi, s'engager et assumer la responsabilité de leur fertilité.

En mai 2017, Marlène Schiappa s'était prononcée sur le sujet : « Je veillerai à ce que la contraception masculine se développe davantage. » Mais, depuis cette date, aucune injonction n'a été donnée à la recherche médicale et aux laboratoires pharmaceutiques de se pencher sur le sujet, donc aucune évolution.

Dans la préface du livre, Camille Froidevaux-Metterie souligne les progrès de la prise de conscience des hommes après la vague #MeToo et celle des luttes contre les violences sexuelles :

Leur mobilisation n'est pas encore franchement massive, mais je me réjouis de repérer quelques signaux de bon augure. Les contraceptés en est un.

Le champ des possibles est ouvert pour que la charge mentale de la contraception ne pèse plus uniquement sur les femmes :

On voulait lancer le débat et dire aux hommes qu'il est temps de se réveiller et de commencer à partager la charge mentale de la contraception.

Annie Nicolai



Race, racisé·e : pas de biologie, que du politique

HEUREUSEMENT, cette conception d'une différence de qualité entre différents groupes d'humains a quasiment disparu, ou du moins son expression publique, et il est admis qu'il n'existe pas de races différentes chez les humains. Pas de races, pas de racisme... Ouai, sauf que, c'est pas si simple, les Noir·es, les Arabes, les Rom·es restent victimes de discriminations importantes que nous pouvons aisément regrouper sous le nom de racisme. Et les personnes victimes ou susceptibles d'être victimes de racisme à cause de leur appartenance à tel ou tel groupe, sont aujourd'hui dites *racisées*. Essentiellement dans les milieux militants, et on peut encore trouver quelques vieux barbons droitistes extrêmes pour s'indigner contre ce jargon.

Racisme d'État, État raciste, racisme institutionnel, et si c'était tout pareil ?

Certain·es poussent de hauts cris quand on parle de racisme d'État au sujet de la France.

Il y a deux types de raisons à ces dénégations. D'abord, il n'y aurait pas de lois, de règlements racistes en France, le code de l'Indigénat est loin derrière nous et, aujourd'hui, tout texte de ce genre serait illégal. On pourrait l'admettre, et parler plutôt de racisme institutionnel, si les exemples n'abondaient pas de racisme légalisé, même si les textes concernés ne citent pas expressément telle ou telle partie de la population.

La deuxième raison est que l'État n'est pas raciste, voyons, il peut exister quelques rares individus dans de rares institutions, mais vraiment c'est mal, et c'est pas collectif. Cette deuxième raison est incompréhensible : aveuglement rassurant ? fierté nationale mal placée ? cynisme absolu pour continuer à fabriquer un/des ennemi·es intérieur·es sans être embêtés ?

Le racisme de l'État, c'est ça

Contrôles au faciès légitimés par les dirigeants. Meurtres de jeunes racisé·s en sanction de refus d'obtempérer, donnant lieu au procès médiatique des jeunes assassinés. C'est pas écrit dans la loi, c'est condamné par la justice, mais ça existe. Et c'est porté par toute une institution.

Contrôle de la fertilité des femmes en outre-mer. Stérilisations et/ou avortements forcés. De l'histoire ? L'Agence régionale de santé de Mayotte a proposé la ligature des trompes aux jeunes femmes (quand, en métropole, c'est le parcours de la combattante pour l'obtenir) au début de cette année.

Longtemps, longtemps (ahhh le bon temps des colonies), les discriminations racistes ont eu des justifications biologiques, avec des analyses de « races » inférieures face à la « race » supérieure, la blanche. Voire même, la blanche aisée parce que, pour certains, la pauvreté s'expliquait (au passé ?) par l'incompétence ou la paresse – traits biologiques.

Chlordécone utilisé dans les bananeraies quand sa toxicité était déjà reconnue, voire même quand le produit était interdit en métropole. Essais nucléaires en Polynésie. Pas d'eau pour les Mahorais, et même de l'eau non potable dans les établissements scolaires. C'est pas écrit que la santé des colonisé·es est moins importante que celle des métropolitain·es, mais dans les faits, c'est évident.

Discriminations à l'embauche, discriminations dans les carrières, discriminations à l'accès au logement. C'est pas l'État, certes, mais on peut pas dire que ce soit féroce combattu par la justice.

Discrimination scolaire aussi, orientation... orientée.

Des fois, le racisme d'État apparaît directement dans les textes, pas clairement, mais absolument personne ne s'y trompe, tout le monde sait que ce sont les musulman·es qui sont visé·es. C'est absolument clair pour les différentes couches d'interdictions de certains vêtements dans les établissements scolaires, pour les règlements issus d'une interprétation... raciste de la laïcité (pas de mères voilées en sortie scolaire, pas de voile dans telle entreprise...). Il n'est écrit que *signes ostensibles* (ou quelque chose comme ça) et tout le monde lit : voile.

Parfois aussi, c'est écrit : création du délit de séparatisme (menaces ou violence pour obtenir un traitement différencié de la part d'un·e agent·e public·que) pour lutter contre l'islamisme par exemple. Et tout le monde lit : islam.

On peut aussi citer la double peine.

Pfffffffffffffffff

N'oublions pas le racisme pas institutionnel, celui de mon voisin, celui de certaines féministes effrayées par l'islam (snif), celui des médias qui nous parlent seulement des catastrophes dans les pays de Blanc·hes, ou en fonction du nombre de victimes en Europe... Le racisme, tel qu'on l'entend quand il n'est pas d'État, couplé au sexisme, qui fait qu'on ne voit pas les filles et femmes des quartiers populaires comme des ennemies, mais comme des victimes et des servantes. La liste est infinie et j'ai sûrement oublié des choses.

Ch. R.

GPA : ici, on vend tout

Une découverte à Cluny. Je suis allée au salon du livre libertaire et féministe de Cluny, et cela m'a permis de découvrir ce livre excellent, dont je vous recommande la lecture. C'est un ouvrage à plusieurs mains, coordonné par Ana-Luana Stoicea-Deram et Marie-Joséphine Devillers, qui donne la parole à de nombreuses femmes (et un homme) concernées par la GPA. Pour vous encourager à le lire, je ne résiste pas au plaisir de vous citer le début de la préface

Critiquer et combattre la gestation pour autrui (GPA) vous range sans procès dans le camp du mal. Depuis quelques années, la plupart des médias français publics comme privés en font la promotion assidue à l'aide de publi-reportages et d'émissions complaisantes, des publications scientifiques soutenues par le CNRS citent la Bible comme preuve irréfutable de son ancienneté, censée la justifier et la légitimer, et la justice s'efforce d'ignorer les ventes d'enfants qu'elle s'empresse d'avaliser pour parachever les effets des contrats de GPA conclus ailleurs. Les quelques voix critiques qui sont encore audibles dans les médias sont soigneusement amalgamées et caricaturées comme incarnations de l'antiprogrès. Les arguments critiques ne sont jamais écoutés, encore moins pris en considération, ni par les médias ni par la justice.



Cependant, à l'origine de cet ouvrage se trouve bien la conviction profonde, nourrie par l'analyse de nombreuses situations de maternité de substitution et de contrats, que la GPA n'est pas un signe de progrès, mais le retour à la barbarie la plus réactionnaire, repeinte d'un technicisme tape-à-l'œil, et affublée d'un ersatz de terminologie qui sonne creux; la conviction exposée et étayée depuis quarante ans par d'autres avant nous que la GPA est non seulement nuisible aux femmes et aux enfants, mais qu'elle érode à dessein le socle des droits humains.

De l'analyse du tourisme reproductif – comme a lieu le tourisme sexuel – à la volonté des entreprises de contrôler le vivant, à une vision du néolibéralisme mondialisé capable d'implanter des embryons blancs dans le corps de femmes noires ou indiennes, tous les aspects de la GPA sont décortiqués par des dizaines de personnes impliquées dans ce combat, d'un bord à l'autre de la planète.

Le livre finit par la rédaction d'un projet de convention internationale pour l'abolition de la maternité de substitution, après un article qui explique de manière argumentée qu'il n'y a pas de « droit à l'enfant ».

C'est à la fois un livre terrible, et un livre terrifiant sur l'inertie de nos sociétés devant la barbarie scientiste libérale.

Il est à lire absolument, avant que les servantes écarlates sortent de la dystopie.

V. D.

GPA : une belle carrière

Mère porteuse : vous rêvez de cette carrière, porter un enfant pour un, une ou d'autres ?

ALORS IL FAUT VITE VOUS INSTALLER AUX ÉTATS-UNIS. Là, la gestation pour autrui passe par une sélection sérieuse dans une agence de GPA. Il y a des conditions légales à respecter, le business est très encadré par la loi de chaque État.

Il semble, en outre, que « faire ce boulot » soit valorisé en expérience reconnue socialement... Enfin, pas vraiment un boulot, mais plutôt une œuvre sociale !

D'après le site GPA-USA (plate-forme d'information sur les parcours GPA aux États-Unis) qui, tout de même, parle argent :

Typiquement, le budget pour cette compensation démarre aux alentours de 35 000 dollars pour une mère porteuse novice ne vivant pas en Californie. Cette compensation peut monter à 50 000 dollars pour une mère porteuse expérimentée qui vit en Californie.

Eh oui, il ne s'agit pas de louer un ventre, ni de payer un gosse, ni de... non, il s'agit juste d'une « compensation » qui varie suivant l'État où vous habitez (bon, chez les ploucs du Mississippi, l'État le plus pauvre, ou dans Détroit sinistrée, c'est beaucoup moins bien payé).

Un site qui vous explique tout, tout, tout !

Colette Berthès

BILAN DES LUTTES FÉMINISTES...

LUTTES ÉTERNELLES

En cette fin 2023, le constat n'est pas bien compliqué.

Les féministes – femmes et hommes – devront toujours se battre pour faire avancer l'égalité, pour que les retours en arrière cessent, ici et ailleurs.

Les religions ont toujours été source de violence, mais elles servent aussi à faire grimper le racisme, le retour aux préjugés...

Ne baissons pas les bras, des avancées ont été acquises, même insuffisantes et pas partagées dans tous les pays, mais, comme l'a dit Gisèle Halimi, nous devons toujours lutter... D'ailleurs, ça maintient en forme, paraît-il.



- Music queens, 24
- Hommage à Henri Tachan, 25
- Femmes et sport...
c'est sportif! 26-27
 - Dans le sport
comme ailleurs, un patriarcat
toujours omniprésent!, 28-29
- «À jamais les premières», 30-31
- «Domination et soumission», 32
 - Marie-Louise Berneri, 33

Remarque

Un «dossier» court, mais ce «bilan» recoupe des avancées, des reculs... Finalement, tous les sujets que nous explorons pourraient y être intégrés...

Music queens

Encore plus inconnues que les femmes peintres, les musiciennes dont on ne joue pas les œuvres

Depuis 2020, Héloïse Luzzati, une violoncelliste, consacre un festival « Un temps pour elles » à ces créatrices injustement écartées de la vie musicale.

Un jour, la musicienne se demande comment elle a pu passer tant d'années sans avoir interprété l'œuvre d'une femme, et constate qu'à peine 4 % des œuvres musicales programmées sont écrites par des femmes.

On est tous·tes convaincu·es qu'il n'y a pas de femmes qui ont composé de l'opéra et je me suis rendu compte que ce n'était pas le cas.

Elle se lance alors dans la recherche de partitions, réalise des vidéos et sort un disque consacré à la compositrice Charlotte Sohy qui a composé un opéra alors qu'elle était enceinte de son cinquième enfant.

On est beaucoup de femmes à avoir été abîmées par l'énorme sexisme du monde de la musique et de l'enseignement, qui n'est pas forcément volontaire de la part des pédagogues. Globalement, il y a beaucoup de pédagogues hommes. Au Conservatoire de Paris, il n'y a jamais eu de femme professeur de violoncelle, mon instrument. Et encore récemment, j'ai entendu un professeur de violoncelle dire que les femmes techniquement ne jouent pas très bien de cet instrument. Ce sont des choses qui sont ancrées.

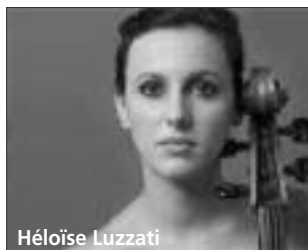
Pour les femmes : un art d'agrément

Les compositrices existent depuis des siècles, mais les mentalités ne leur permettaient pas d'exercer ou, si elles l'ont fait, ont déconsidéré leur talent.

Le père de Fanny et Félix Mendelssohn dit à sa fille qu'il est impensable pour elle de devenir compositrice :

La musique deviendra peut-être pour Félix un métier, pour toi elle doit rester un art d'agrément.

Quant à Clara Schumann, pianiste de talent, elle compose, mais se dénigre elle-même en écrivant :



Héloïse Luzzati



Charlotte Sohy



Clara Schumann



Patti Smith



Nina Simone



Anne Sylvestre



Clara Luciani

Une femme ne doit pas prétendre composer. Aucune encore n'a été capable de la faire, pourquoi serais-je une exception ?

Les mentalités évoluent lentement, mais les initiatives se multiplient pour faire connaître les compositrices : le festival Présences féminines, qui ne programme que des femmes, l'association ComposHer qui propose des listes de lecture, des entretiens et des partitions de compositrices.

Sous mon sein, la grenade

Quant au monde du rock, il appartient aux hommes, il est difficile pour les femmes de s'y faire une place et d'accéder à la même renommée que les groupes masculins. Sur les plateformes musicales, il est rare que l'on vous propose des artistes féminines en dehors de Patti Smith, PJ Harvey ou Janis Joplin, qui ont réussi à percer, mais les musiques des groupes féminins contemporains sont presque inexistantes.

Aujourd'hui comme dans l'univers du classique, quelques tentatives cherchent à réparer ces injustices. Un exemple avec la série « Music Queens » que l'on peut regarder sur Arte : 20 tubes sur lesquels nous avons chanté et dansé, mais qui sont aussi dix chansons d'artistes femmes engagées, combattant les stéréotypes du monde musical et de la société en cassant les codes, de Nina Simone à Anne Sylvestre, de Nina Hagen à Marianne Faithfull.

*Hé toi
Qu'est-ce que tu regardes
T'as jamais vu une femme qui se bat
Suis-moi
Dans la ville blafarde
Et je te montrerai
Comme je mords, comme j'aboie
Prends garde
Sous mon sein, la grenade...*

La chanteuse Clara Luciani a composé cette chanson en réaction aux remarques machistes qu'elle entendait quand elle se produisait sur scène.

A. N.

À retrouver dans les anciens numéros du journal : « Les femmes troubadours ou trobairitz », n° 8, p. 18-19 ; « Égalité en sourdine », n° 14, p. 14 ; « Les Blues women », « Strange fruit », n° 17, p. 10-13.

Hommage à Henri Tachan



*À chacun sa révolution
Aurais-je-seul'ment des compagnons
Qui partagent l'indignation
D'un homme*

« Les Z'hommes », 1975

Ce dimanche 16 juillet, la France apprenait avec émotion la disparition de l'iconique Jane Birkin. Mais il se trouve que ce même jour, un grand poète injustement méconnu nous a également quittés dans un silence assourdissant de la part des médias ! Henri Tachan, mort à 83 ans, après avoir enregistré 18 albums sur trois décennies.

C'est ce qu'écrivait un auditeur au médiateur de Radio France. Nous le reprenons à notre compte. Les hommages ont manqué lors de la disparition du chanteur et il est bien dommage que l'on n'entende pas plus souvent ses chansons qui dénonçaient avec humour, dans les années 1970, le machisme, la chasse, les militaires et les curés !

Madame, un lion est lâché. Écoutez-le rugir

Henri Tachan (son nom arménien est Tachdjian) est né en France en 1939. Il ne gardera que de mauvais souvenirs de son séjour dans un pensionnat catholique. Cette période de sa vie fera de lui « un bouffeur de curés impénitent »... entre autres. Il travaille ensuite comme serveur et part au Canada. Fêru de poésie et de musique classique, il commence à réciter des poèmes dans un cabaret à Montréal. C'est là que Jacques Brel l'entend et l'incite à se lancer dans la chanson, ce qu'il fait dès son retour en France. Ses mots et sa musique séduisent et il obtient pour son premier disque, sorti en 1965, le prix de l'Académie Charles-Cros. Depuis 1947, ce prix soutient la diversité musicale et récompense la qualité de la création. En post-face à ce premier album, Jacques Brel, qui l'a soutenu, écrit :

« Le lion est lâché... Celui-là rugit fort et rugira longtemps. »

Crier est un remède contre les larmes et Tachan, comme le dit Serge Reggiani, mord, ravage, saccage, taille en pièces la connerie et l'hypocrisie sociale de l'époque : les curés, les militaires, les bourgeois, les chasseurs. Rien d'étonnant si un jour, après un spectacle, Reiser pousse la porte de sa loge et l'invite aux réunions de *Hara-Kiri hebdo* avec Cavanna et Cabu. Le même rejet des « beaufs » abrutis par la télévision, le même esprit libertaire les animent et leur compagnonnage durera longtemps. Les albums des chansons de Tachan sortirent en 1982 chez Dargaud illustrés par Gébé, Cabu, Reiser et Wolinski.

C'est la belle époque des cabarets, les chanteurs « rive gauche » s'y produisent : Brassens, Barbara, Ferré. Tachan y donne ses premiers récitals et fait les levers de rideau à Bobino et à l'Olympia d'artistes plus connus, comme Félix Leclerc, Juliette Gréco, Isabelle Aubret. En 1975, il est tête d'affiche à l'Olympia et au Théâtre de la ville, mais la télévision et la radio le boudent, il est trop insolent, trop provocateur, même s'il sait alterner coups de gueule et chansons plus tendres. Il répond à cette mise à l'écart en intitulant son deuxième disque « La censure » : « La revoilà qui prolifère, qui pudibonde, qui vitupère, contre une poignée d'objecteurs, qui déshonorent ses champs d'honneur. »

Ce bannissement ne le dérange pas qui lui permet de laisser libre cours à son anticonformisme et son esprit libertaire ; il en rit en disant qu'il est passé du statut d'artiste engagé à celui d'artiste dégagé. Il se produit de moins en moins, mais garde un public d'amoureux de l'impertinence et des beaux textes. Son dernier disque « De la pluie et du beau temps » sort en 2007 et il donne un dernier récital en 2008 au théâtre musical de Besançon. Il a toujours suivi sa route, indifférent aux modes musicales qui se succèdent et à l'audimat.

Sa chanson « Les z'hommes » dénonce avec humour et virulence le machisme et pourrait servir d'hymne aux combats féministes de notre époque, et celle sur « la chasse » aux nombreux collectifs qui luttent pour les droits des animaux.

A. N.

Les z'hommes

*Z'aiment les femmes comme des fous
C'est si pervers et c'est si doux
Enfin quoi c'est pas comme nous
Les z'hommes
Z'aiment les femmes à la folie
De préférence dans le lit
Des z'hommes*

*Au baby-room ou au dortoir
À la tortorrie ou au trottoir
Z'aiment les femmes sans espoir
les Z'hommes
Prostituées ou pénélopes
Apprivoisées ou antilopes
Toutes les femmes sont des salopes
Pour les z'hommes...*

La chasse

*C'est le défoul'ment national,
C'est le coït des frustrés,
La chasse
C'est la guéguerre permise aux
Hommes en temps de paix
Regardez-les marcher,
L'arrogance au visage,
Le cœur sur la gâchette
Ces spadassins rentrés,
Ces héros d'Épinal, ces tueurs de fauvettes,
Ces Zaroff de banlieue,
Ces Hemingway de Neuilly
Vers le trou à lapin, vers la mare à
canards,
Y faire leur safari...*



site : <www.tachan.org>.
Sur YouTube, certaines chansons sont en vidéo.

Femmes et sport... c'est sportif!

Comment le sexisme se porte-t-il? Dans le foot espagnol, il brûle les planches en la personne de Luis Rubiales, président de la fédération, qui a embrassé de force Jenni Hermoso lors de la victoire du club de La Roja en coupe du monde. Les joueuses étaient en pleine euphorie, Rubiales s'est donc empressé d'imposer sa beauferie non seulement à Jenni, mais aux millions de téléspectateurs qui regardaient le triomphe des Espagnoles.

LES 23 CHAMPIONNES DU MONDE, ainsi que 30 autres joueuses, ont demandé sa démission, et devant son refus, elles ont immédiatement annoncé qu'elles ne joueraient plus en sélection pour l'Espagne tant que le problème ne serait pas réglé. L'affaire a pris une telle ampleur que Rubiales a été suspendu pour quatre-vingt-dix jours de son poste par la FIFA, en attendant qu'il soit statué sur son sort. Elle révèle aussi les fractures au sein de la fédération entre le bon vieux machisme à l'ancienne et la sensibilité récente aux violences faites aux femmes: les joueurs du FC Séville et du FC Cadix ont manifesté leur solidarité envers Jenni, tandis que les fédérations régionales, qui menaçaient dans un premier temps de quitter l'UEFA s'il y avait la moindre sanction envers Rubiales, ont opéré un virage en épingle à cheveu et exigent à présent sa démission. Il est question dans leur communiqué de «donner naissance à une nouvelle étape de gestion du football espagnol», rien de moins. Il faut dire que dans le cadre d'une victoire de cette ampleur, le monde entier a pu constater que l'équipe espagnole était aussi brillante que son encadrement faisait tache.



La Footballeuse,
peinture d'Ángel Zárraga, 1926 (Mexique)

Les joueuses de la Roja avaient déjà précédemment eu maille à partir avec leur despotique sélectionneur, Jorge Vilda, et 15 d'entre elles avaient décidé de démissionner en 2022 s'il n'était pas remplacé. Trois autres, dont Jennifer Hermoso, avaient déclaré qu'elles n'étaient plus en accord avec ses méthodes. Les joueuses ont démontré une solidarité et une pugnacité à toute épreuve. On ne va pas tarder à additionner 2 et 2 et à conclure qu'elles sont beaucoup moins interchangeables que leurs dirigeants.

L'Espagne, pays de solide culture machiste, a évolué à marche forcée ces dernières années, au point de dépasser la France de plusieurs longueurs dans le traitement judiciaire des violences sexuelles comme dans la baisse du nombre de féminicides par millions d'habitants (3,1 en France en 2017, 2 en Espagne). Elle le doit à la combativité des Espagnoles, mais aussi à de retentissants scandales, dont l'affaire de «La meute», comme s'appelaient eux-mêmes, sur WhatsApp, 5 prédateurs qui s'étaient filmés en train de violer une jeune fille de 18 ans en 2016, lors des fêtes de Pampelune, et avaient partagé la scène sur leur groupe. L'un était un ancien militaire, l'autre un membre de la Guardia Civil aussitôt suspendu, et les trois autres des supporters ultras du FC Séville... le même club qui manifeste aujourd'hui sa solidarité envers Jenni Hermoso.

L'affaire du baiser forcé a dernièrement viré au guignol avec la grève de la faim de la mère de Rubiales retranchée dans une église et prête à y mourir, au grand dam du curé de la paroisse, si on n'arrêtait pas de harceler son fils. Il n'y a pas de mauvais hommes, il n'y a que des hommes mal éduqués, ce sont les paradoxes persistants d'une société encore imbibée de valeurs conservatrices dans un des pays les plus progressistes d'Europe.

La bravoure des joueuses espagnoles face à leurs tristes cornacs a failli éclipser leur triomphe, qui fait de l'Espagne la deuxième nation à cumuler deux coupes du monde, féminine et masculine, après l'Allemagne. Tout le monde a salué la performance de la buteuse et capitaine Olga Carmona, 23 ans, à l'origine des deux buts déterminants de la demi-finale, puis de la finale, contre la Suède d'abord puis contre l'Angleterre, mais aussi la jeunesse et la créativité d'une équipe exceptionnellement solidaire.

Jenni Hermoso a loupé un penalty, mais l'équipe a rapidement compensé cet échec. Il s'en est fallu de peu qu'un deuxième but soit marqué par l'étonnante Salma Paralluelo, 19 ans, qui hésitait encore il y a peu entre le foot et l'athlétisme, où elle a déjà remporté deux médailles d'or.



British Ladies Football Club, 1885.

On le voit, les chiens aboient et les femmes passent. Mais le combat pour la conquête de l'égalité est loin d'être fini.

La Fédération internationale des associations de footbal-leurs professionnels (FIFPRO) a sorti cette année un rap-port extrêmement détaillé sur les conditions d'exercice des footballeuses dans le monde. Il est accablant : seules 40 % des joueuses ayant participé à la coupe du monde se déclarent professionnelles, 29 % n'ont pas été rémunérées et 66 % d'entre elles ont dû prendre des vacances ou un congé sans solde pour participer aux qualifications. La plupart, 62 %, ont voyagé en classe économique. Plus grave, 54 % n'ont pas eu de visite médicale avant les tournois et 70 % se sont pas-sées d'électrocardiogramme. Les femmes, c'est connu, ont un cœur de pierre. Elles se plaignent aussi de terrains d'en-traînement pourris.

Mais les mauvaises conditions d'exercice de leur sport ne les découragent pas de se rebeller et de revendiquer leurs droits et le respect, comme on l'a vu pour l'Espagne. Jusqu'ici, seule l'équipe de foot des USA a arraché une convention collective qui assure aux joueuses l'égalité de rémunération avec les joueurs. Un comble, il faut le recon-naître, alors que les équipes féminines ont enlevé quatre coupes du monde et que les équipes masculines sont arri-vées une fois en troisième position... en 1930.

La Suède pratique aussi l'égalité salariale. En France, en première division, il n'est pas rare que les joueuses profes-sionnelles gagnent moins que le Smic. Il y a deux ans, les joueuses du CPB Rennes se sont entraînées avec la tenue que la Fédération française de foot leur avait envoyée : des maillots trop grands car destinés aux hommes, et ni short ni chaussettes. Elles ont donc joué bravement en culotte et pieds nus dans leurs godasses pour marquer le coup, ce qui a ému la presse locale.

Et le rugby, puisqu'on est dans les tournois mondiaux ? On a vu les Wallaroos australiennes, qui en ont gros, inter-peller vertement leur fédération. Eddie Jones, le coach de l'équipe masculine, dispose de onze assistants et la fédéra-tion vient d'investir plus de 5 millions dans l'embauche de Joseph Suaalii, 20 ans, la valeur qui monte. Pour leur part,

elles sont à temps partiel et leur coach est prof à mi-temps. Et elles voyagent en classe écono-mique, au contraire des Wallabies, coach, entraîneurs qui se prélassent en classes affaires.

Si l'encadrement garde des réflexes misogynes, les joueuses, elles, s'engagent avec impétuosité dans le combat féministe et réclament leurs droits. Et elles ne les veulent pas que pour la génération suivante.

Le 20 août, alors que l'équipe australienne de foot venait d'en finir avec la France lors des quarts de finale, Katrina Gorry a emmené sur le terrain sa fille de deux ans, Harper. Les sportives sont généralement jeunes, elles refusent de choisir entre maternité et carrière sportive : que les fédés s'adaptent ! Ce qu'elles font en grin-çant des dents : la Fifa leur impose depuis 2021 (!) d'accorder leurs droits reproductifs aux joueuses : salaire complet pen-dant la grossesse et congé de quatorze semaines minimum. On a failli attendre...

Les jeunes femmes sont plusieurs à se montrer avec leurs enfants en bas âge en public et sur la pelouse : hors de ques-tion que les machos aux manettes continuent à gérer les choses comme si les femmes étaient juste des mecs sans bite, comme si eux-mêmes n'avaient pas touché un con avec leurs deux oreilles en naissant.

Le patriarcat est un entre-couilles asphyxiant.

Les femmes n'en forceront pas les portes sans imposer aussi en tout lieu la présence des enfants. Les mômes exis-tent, ils sont là, et ce n'est pas à eux de s'adapter au sport ou aux milieux professionnels, mais c'est le monde du travail qui doit composer avec les nécessités de la reproduction. Comme le dit Ali Bowes, sociologue britannique du sport féminin, « si l'on peut s'attaquer à l'inégalité entre les sexes dans le sport, on contribuera à résoudre les problèmes d'inégalité entre les sexes dans le monde en général ».

Et les joueuses en sont conscientes. Alex Morgan a inter-rompu un entretien avec des journalistes pour prendre un appel vidéo de sa petite fille. Irene Parades a emmené son fiston avec elle en coupe du monde. Sara Björk Gunnarsdóttir, que le club de Lyon avait grossièrement sous-payée pendant sa grossesse, est allée chercher ses droits avec les dents et n'a pas manqué de le faire savoir. Ces joueuses de très haut niveau, comme les Espagnoles qui viennent de gagner la coupe du monde, sont pourtant dans une situation infiniment plus précaire que les hommes, sous-payées par rapport à eux, et elles savent parfaitement qu'elles ne se battent pas que pour leur peau, mais pour celles de toutes les sportives, et plus largement de toutes les femmes. Des millions de gamines peuvent aujourd'hui prendre exemple sur elles.

L. B.

Dans le sport comme ailleurs, un patriarcat toujours omniprésent !

Les difficultés rencontrées par les sportives du début du XX^e siècle se retrouvent, hélas, dans la vie des sportives d'aujourd'hui : elles sont encore confrontées aux préjugés sexistes.

« Sois belle et tais-toi ! » : les tenues des sportives toujours en question !

Ce sont les joueuses de handball de plage (*beach volley*) norvégiennes qui ont ouvert le bal en 2012 en jouant en short et non plus en bikini, tenue qui était obligatoire selon le règlement de la Fédération internationale. Alors qu'elles terminent à la 4^e place, elles seront sanctionnées par une amende de 1500 euros (150 par joueuse).

Après les Norvégiennes, sanctionnées pour avoir porté des shorts, l'équipe de France de *beach handball* a exprimé le souhait de jouer dans la tenue de son choix. Dans un courrier envoyé à la Fédération, les joueuses, soutenues par leur entraîneuse Valérie Nicolas, déclarent que « le port du bikini est un complexe pour certaines et les tenues des hommes apparaissent plus confortables à jouer ». Valérie Nicolas fait remarquer :

Des joueuses ne se sentent pas à l'aise avec le bikini. Elles doivent sauter, courir, tourner... Les gardiennes font des parades en écartant les jambes. Lors des cycles menstruels, le port du bikini ne laisse pas le choix des protections à utiliser. Le port du bikini est un complexe pour certaines.

Suite à ces pressions, la Fédération internationale (IHF) a modifié son règlement, qui impose toutefois que les shorts féminins soient « serrés », contrairement à ceux des hommes, qui arrivent « dix centimètres au-dessus de la rotule », à condition qu'ils ne soient « pas trop amples ». Pour le haut du corps, la tenue exigée par l'IHF est la même pour tout le monde : des « débardeurs ajustés »¹.

Le tabou des règles

Handballeuses chambraysiennes, Melvine Deba et Manon Houette sont très impliquées dans toutes sortes d'actions autour des cycles menstruels. Manon est ambassadrice d'une marque de protections hygiéniques bio ; Melvine a réalisé de nombreux podcasts sur le sujet : « J'ai notamment reçu Gaëlle Baldassari, fondatrice du mouvement Kiffe ton cycle. Elle accompagne les femmes

avant, pendant et après leurs cycles, avec une approche à la fois scientifique et entrepreneuriale. Elle m'a vraiment sensibilisée². »

La Ligue de handball a organisé plusieurs actions : une première étape a consisté en un échange en présence de médias, avec pour objectif de mettre en avant l'engagement des différents acteurs et la volonté de faire avancer les choses. La deuxième étape a été l'organisation d'ateliers de sensibilisation auprès des jeunes au sein des clubs. Prendre le temps de bien définir tous les termes s'est avéré très utile : par exemple, le mot « tabou » n'est pas connu par les plus jeunes, explique Melvine. « Lors d'une autre intervention, j'avais parlé des règles sans préciser plus avant, une petite a cru que je parlais des règles du jeu. Il faut vraiment s'adapter à l'auditoire », renchérit Manon.

Un réel besoin d'informer, à tous les niveaux

Certaines joueuses doivent se médicamenter pendant leurs règles et les entraîneurs – très souvent masculins – n'ont pas les clés : « Souvent ce n'est pas qu'ils ne veulent pas en parler, c'est qu'ils ne savent pas comment, parce qu'ils ne savent pas vraiment de quoi il s'agit, ça complique l'accompagnement. »

Melvine, qui s'est beaucoup renseignée, va plus loin dans la réflexion : « C'est important que les entraîneurs soient au courant et que les scientifiques puissent partager ce qu'ils savent. Ça se fait de plus en plus, mais comme il y en a très peu, ils sont surtout à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep) et ne travaillent qu'avec les stars, les athlètes par exemple, c'est plus facile sur un sport individuel. »

Une proposition serait celle d'intégrer un module spécifique dans la formation des entraîneurs, « par exemple un module de 24 heures d'enseignement pour qu'ils en sachent plus et que ça serve le quotidien des athlètes ».

Elles insistent en tout cas sur l'importance de trouver des personnes de confiance à qui parler : « Ça ne peut pas être tabou entre femmes, il y a forcément de l'aide quelque part ».

La troisième et dernière étape du projet de la Ligue est programmée en septembre, avec l'installation de distributeurs de protections hygiéniques gratuites dans tous les gymnases de l'élite féminine. « Il faut des protections bio, des produits de qualité », précise Manon.

Vous pouvez leur faire confiance, les Chambraysiennes ne lâcheront rien, comme sur le terrain³.



Les violences sexistes et sexuelles, dans le sport comme ailleurs !

Bien avant #MeToo, de nombreuses femmes de tous les milieux ont parlé des violences et des viols qu'elles avaient subis, mais la conspiration des oreilles bouchées a élevé une muraille incroyable pour qu'on ne les entende pas.

Catherine Moyon de Baecque était championne de France de lancer de marteau. En 1991, elle est la première athlète de haut niveau à avoir brisé la loi du silence. Elle porte plainte contre ses coéquipiers de l'équipe de France d'athlétisme. Ils participeront aux JO de Barcelone en 1992. Un an plus tard, ils seront condamnés à des peines de prison avec sursis pour agressions sexuelles. « J'ai été terriblement marquée, perturbée et ma vie a été complètement brisée. Mes études ont été stoppées, ma carrière sportive également », confiait l'ex-lanceuse en 1997.

Quinze ans plus tard, Isabelle Demongeot, championne de France de tennis, décide elle aussi de briser l'omerta et accuse son entraîneur de viols à répétition de 1980 à 1989. Elle va porter plainte contre Régis de Camaret. Le coach est accusé par une vingtaine d'autres femmes. Pour deux d'entre elles, les faits ne sont pas prescrits. Il est condamné en appel à dix ans de prison en 1994⁴.

Plus récemment, c'est la patineuse Sarah Abitbol qui s'exprime à son tour ! En janvier 2020, paraît son livre, *Un si long silence*, écrit avec Emmanuelle Anizon et paru aux éditions Plon. Elle accuse son entraîneur de viol, d'attouchements et de harcèlement sexuel, entre 1990 et 1992, alors qu'elle était âgée de 15 à 17 ans : « Vous étiez mon entraîneur. Je venais d'avoir quinze ans. Et vous m'avez violée. Il aura fallu trente ans pour que ma colère cachée se transforme enfin en cri public. Vous avez détruit ma vie, Monsieur O., pendant que vous meniez tranquillement la vôtre. Aujourd'hui, je veux balayer ma honte, la faire changer de camp. Mais je veux aussi dénoncer le monde sportif qui vous a protégé, et vous protège encore à l'heure où j'écris ces lignes. Quand j'ai voulu parler, à plusieurs reprises, je n'ai pas pu le faire. Aujourd'hui, avec ce livre, je sors de ce silence assassin. Et j'appelle toutes les victimes à en faire autant. » Elle n'a pas souhaité porter plainte, les faits étant prescrits.

En libérant sa parole, après trente années de silence, la patineuse libère celle des autres. Ce n'est pas seulement la libération de la parole, c'est aussi la libération de l'écoute. Les retombées médiatiques sont multiples. Sarah Abitbol est vivement soutenue par le ministère des Sports. Nombreuses sont les athlètes à se confier sur les agressions et violences sexuelles qu'elles ont subies en pratiquant leur sport. La ministre déléguée en charge des Sports de l'époque, Roxana Maracienanou, met en place une cellule de crise. Aujourd'hui, 700 cas sont avérés et pris en charge. 54 fédérations sportives sont concernées.

La star de la glace reçoit plusieurs milliers de messages. Elle essaye de répondre à tous, et d'aider les victimes du mieux qu'elle peut. Elle les aiguille vers les professionnels dédiés. Ces témoignages sont un réel moteur. Elle décide de monter une association La Voix de Sarah, pour poursuivre son combat, et soutenir celui des autres victimes de harcèlement dans le sport⁵.

Il aurait été aussi très intéressant d'étudier les inégalités de traitement entre les sportifs et les sportives, que ce soit du point de vue de la reconnaissance médiatique, que de la valorisation financière ! Dans le sport, comme dans tous les domaines de la société, les injustices sont criantes et demanderont une mobilisation énorme pour disparaître ! Gardons courage car « Ce n'est qu'un début, continuons le combat »...

Élisabeth Gigant-Claude

Émission Remue Méninges Féministe sur Radio libertaire : <https://www.mixcloud.com/RemueMéningesFéministe/>.

1. <https://www.lequipe.fr/Handball/Actualites/L-equipe-de-france-de-beach-handball-ne-veut-plus-jouer-en-bikini-non-plus/1274761>.

2. <https://www.kiffetoncycle.fr/>.

3. <https://www.lessportives.fr/dossiers/melvine-deba-et-manon-houette-brisent-le-tabou-des-regles/>, article de Christelle Chapiotin.

4. https://www.francetvinfo.fr/sports/violences-sexuelles-dans-le-patinage/violences-sexuelles-dans-le-sport-il-y-a-30-ans-deja-deux-championnes-s-exprimaient_3814869.html.

5. <https://www.lavoixdesarah.org/la-voix-de-sarah/>.

« À jamais les premières »

En juin 2023, Kadia et Sylvie, animatrices de l'émission Remue-méninges féministe ont interviewé Christophe Meunier, chargé d'archives et de collections patrimoniales à l'Institut national du sport, de l'expertise et de la performance (Insep) pour la présentation de l'exposition « À jamais les premières : des sportives du début du XX^e siècle ». Cette exposition est l'aboutissement d'une recherche de plusieurs années pour sortir de l'invisibilité des femmes déterminées à franchir tous les obstacles et interdits, pour, tout simplement, le plaisir de faire du sport !

L'IDÉE DE CETTE EXPOSITION fait suite au dépôt de ses archives par le club omnisports féminin Fémina Sport. C'est un corpus incroyable de 300 photographies de presse et de documents papier. La rencontre avec Danièle Buzin, petite-fille de Suzanne Liébard (compétitrice de Fémina Sport, décédée en 1932) a enrichi le fonds avec un album photos et des coupures de presse. Les photos sont présentées sur les vitres de la bibliothèque de l'Insep afin d'en faciliter la découverte par le public (sportifs et sportives, intervenants et intervenantes, public extérieur)¹.

Le premier club sportif féminin

Le club sportif féminin « Fémina Sport » est créé en 1912 pour développer le sport féminin, par Pierre Payssé, champion du monde de gymnastique à Athènes en 1906. Très rapidement, des femmes prennent les places dirigeantes : la première présidente est M^{me} Faivre du Bouvot. Au début du club, il n'y a qu'une seule discipline : la gymnastique.

En 1914, une grande fête au gymnase Huyghens permet de présenter 60 élèves et d'exécuter un simultané aux barres parallèles à 48 personnes. La salle est pleine, le succès acquis. La guerre va stopper provisoirement le développement du club.

Cependant, en 1917, 4 associations sportives organisent les premiers championnats de France d'athlétisme féminin à Paris, sous les bombardements ! Elles ne demanderont aucune autorisation, mais ce seront les premiers temps de référence dans chaque discipline. En 1918, auront lieu les premiers championnats officiellement reconnus.

En 1937, Fémina Sport s'enorgueillit de compter 2030 adhérents, chiffre le plus élevé atteint par le Club.

Fin 2006, Fémina Sport compte 920 inscrits répartis en 5 disciplines : la gymnastique d'entretien, l'aquagym, la natation, le volley-ball et le tennis².

Trouver un terrain d'entraînement

Fin 1918, à l'issue d'une démonstration de gymnastique au stade Brancion, un industriel ami de Fémina Sport, M. Bessonneau, emballé par la prestation fournie par les jeunes filles de Fémina Sport, propose à Pierre Payssé d'aider le Club en lui fournissant des costumes de sport pour toutes les sociétaires. C'est déjà l'apparence des sportives

qui compte ! Pierre Payssé lui indique qu'à dépenses égales, il préfère se voir offrir un terrain d'entraînement. Encore faut-il le trouver. Grâce à un autre ami de Fémina Sport, M. Moreau, est trouvé le terrain actuel du stade dans les fortifications de Paris. Après démarches, un bail est obtenu et les sommes dépensées pour son établissement atteignent 400 000 francs. Pour remercier M. Bessonneau de sa générosité, on baptise le stade du prénom de son épouse : Élisabeth.

Les activités se diversifient et les adhésions se multiplient : gymnastique rythmique et harmonique inspirée par la méthode de Raymond Duncan (professeur au club, frère de la danseuse Isabelle Duncan), création du football féminin sous la direction de M. Lejeune, création de la barrette (rugby féminin) grâce à MM. Houdre et Theuriet, participation aux premiers matchs officiels de hockey sur gazon et de basket, organisation des sections natation, aviron, vélo et athlétisme.

L'ambition est de créer une émulation sportive pour pratiquer des activités athlétiques individuelles et collectives, en incitant à la pratique de plusieurs disciplines et à l'intégration à plusieurs équipes : « On pratique un sport et on a envie d'en découvrir un autre, on développe des valeurs de partage et de plaisir de jouer. » Ce plaisir de jouer est visible sur de nombreuses photos : visages rayonnants, corps bondissants, l'énergie fuse !

Organiser des événements

En 1917 se déroule le premier match de football féminin !

En 1918, a lieu une exhibition de 2 équipes de Fémina Sport : elles jouent pendant 30 minutes devant 10 000 spectateurs avant le match France-Belgique.

Cette réussite n'est bien entendue pas au goût de tous et les premières critiques contre la pratique du football féminin apparaissent vers 1919-1920. Suzanne Liébard, grande athlète, défenseuse du sport féminin en France et fondatrice du Fémina sport, répond aux accusateurs dans le quotidien parisien *Le Petit Journal* du 14 novembre 1920 : « En hiver, un seul sport nous procure de réelles joies, c'est le football association. Pourquoi nous en priverions-nous ? Ce n'est pas joli ? Qu'importe ! Les hommes ne pratiquent-ils que des exercices où le muscle soit toujours mis en valeur ?

Qu'y a-t-il de brutal dans nos ébats pour la lutte du ballon rond ? À quoi se bornent nos cruautés ? Parfois, une chute bénigne. On se relève, on continue, et c'est tout.»

En 1921, une jeune femme répond à un journaliste sportif: Je devine que vous réprouvez le sport féminin. Vous n'êtes pas le seul... Il y a beaucoup d'hommes comme vous. Ils nous refusent le droit au muscle, parce qu'ils veulent rester les plus forts. Mais ils auront beau faire: notre sexe aura du biceps et du jarret – et ce sera tant pis pour vous, Messieurs les tyrans ! Le muscle de la femme est en route, c'est moi qui vous le dis⁴ !

Le 30 avril 1920, une première rencontre internationale se joue au stade Deepdale, à Preston, en Angleterre. La meilleure sélection de joueuses de la Fédération des sociétés féminines sportives de France (FSFSF) affronte la formation Dick, Kerr's Ladies FC. La France s'incline 2-0 devant 25 000 spectateurs. Au match retour, match nul 1-1 chez elles, devant 12 000 personnes. Cette évolution du sport féminin entraîne les premières critiques, mais les femmes ne se laissent pas abattre. « Je suis convaincue que la femme peut fort bien pratiquer ce jeu, puisqu'il n'est pas dangereux et qu'il développe des qualités fort importantes tels l'esprit d'équipe, la ténacité et la volonté », témoigne Suzanne Liébard, athlète et fondatrice de Fémina, dans *Le Petit Journal* (14 novembre 1920)⁵.

Les femmes de Fémina Sport s'essayaient aussi à un sport dérivé du rugby, la barrette, au grand dam de la Fédération de rugby (créée en 1920). Une de ses premières décisions est l'interdiction de la pratique aux femmes; si un club laisse des femmes jouer sur son terrain, il sera radié. Il y a interdiction des contacts et des mêlées, des équipes plus petites, un rugby conçu comme un sport d'évitement de son adversaire, d'adresse, d'équipe: ce sont la stratégie et la maîtrise qui comptent, bien plus que l'affrontement physique⁶.

Quelques figures

Née en 1894, Suzanne Liébard pratique plusieurs disciplines et obtient un premier titre lors d'un challenge à Melun. Elle gagne des titres dans beaucoup de championnats: hockey, foot, barres parallèles, course. En parallèle à ces activités sportives, elle travaille comme comptable. Sa carrière ne dure que quelques années: elle arrête de pratiquer le sport en 1929. Elle décède en 1932, à 38 ans. À ce jour, aucune structure sportive ne porte son nom...

Jeanne et Thérèse Bonnet sont deux sœurs, coéquipières associées de Fémina Sport. Elles ouvrent une piscine près du square Élisabeth, dans le 14^e arrondissement de Paris.

Juliette Maurice pratique basket, hockey, sport automobile (elle subit une ablation de la poitrine car cela l'empêchait de conduire!), athlétisme. Elle vit en couple avec un champion de France de lutte. Elle a une fin de vie tragique: lors d'un déplacement de collabos vers Paris, elle remplace le chauffeur prévu au départ. Le véhicule est visé par des résistants. Elle est assassinée sur une route de Normandie.

En parallèle à l'exposition « À jamais les premières: des sportives du début du XX^e siècle », on a pu découvrir « Cri d'alerte, la voix de Sarah Abitbol », présentant 20 photographies de Tom Bartowicz, et qui sensibilise aux violences sexuelles dans le sport

Les siècles passent, le patriarcat reste ! Mais nos luttes, nos voix continuent à le dénoncer sans relâche et avec détermination.

É. G.-C.
(décryptage et rédaction)

Émission Remue-ménages féministe sur Radio libertaire, 13 juin 2023; réalisation de l'émission: Kadia Rachedi et Sylvie Gillot.

À écouter sur la page
<<https://www.mixcloud.com/RemueMénagesFéministe/13-juin-2023-expo-à-jamais-les-premieres-remue-ménages-féministe-radio-libertaire-894/>>.

1. Insep: 11, avenue du Tremblay, 75012 Paris
 2. <<https://www.evous.fr/Femina-Sport, 1179317.html>>.
 3. Le stade existe toujours et se trouve 7, avenue Paul-Appell, 75014 Paris
 4. Roxane Mauillon, *Les Premières Passes du football féminin*, 2019.
 5. <<https://gallica.bnf.fr/blog/03082017/les-premieres-passes-du-football-feminin?mode=desktop>>.
 6. <<https://faussetouche.com/quand-la-premiere-equipe-de-france-feminine-chaussait-les-crampons/>>.
 7. <<https://surlatouche.fr/la-barette-ou-le-rugby-feminin-des-annees-20/>> : article et petit film de 2'.
- <<http://www.artistikrezo.com/agenda/cris-dalerte-la-voix-de-sarah-abitbol-une-exposition-qui-sensibilise-aux-violences-sexuelles-dans-le-sport.html>>.



« Domination et soumission »

C'est le titre du livre, écrit par Jacques Langlois, et édité chez L'Harmattan en 2023.

IL S'AGIT D'UNE ANALYSE TRÈS FOUILLÉE des caractères de la domination, ses raisons, ses moyens et son maintien. Est ainsi décrit « un étau multiple qui force à la soumission ». Entre nombre d'exemples, sont mises en avant les banalités habituelles entendues çà et là quand on ne veut pas prendre de risques : « Il faut bien vivre [...], ce qui oblige bien des gens à rester sages. » Et puis « on est trop occupé par le travail, la famille, les transports, les papiers administratifs ». Conserver son gagne-pain fait loi, écrit-il.

La Boétie, cité dès les premières lignes, est trop vite oublié à mon sens. Mais sont présentés ensuite les nombreux champs de la domination qu'elle soit raciale, politique, symbolique, économique ; développement qui se termine sur le fonctionnement explicatif du « système libéralo-capitaliste », abrégé tout au long du livre en SLC, système qui « a asservi le pouvoir politique pour pouvoir déréguler au maximum (supprimer les lois nuisant à son expansion et à sa domination) », système qui a, de plus, « vaincu le communisme et phagocyté le socialisme de type social-démocrate ». Les socialistes sont ainsi devenus les « fondés de pouvoir du capitalisme ».

L'accent est aussi mis sur la domination bureaucratique, « une sorte de gouvernance par les normes, les règles. Elle est vicieuse, car elle est assez facilement intériorisée par les assujettis qui, ainsi, se soumettent sans en être conscients, par suite de la pression de conformité qui règne dans la culture dominante ».

Si la domination économique est multiforme, ne manquons pas de dire et de redire que, « un peu partout et presque tout le temps, la femme est mise sous la domination économique de son époux... » et que le travail domestique est très majoritairement effectué par les femmes.

L'ouvrage se termine en présentant un contre-projet de transition de la société à travers la propre lecture de Proudhon que fait Jacques Langlois :

Prendre le pouvoir politique par la force ou par les urnes ne change pas grand-chose à la totalité sociétale. Il ne peut y avoir que des expérimentations locales à fédérer de façon à obtenir une évolution globale portant sur tous les aspects de la société.

Autrement dit, des « préfigurations », idées défendues par Gustav Landauer et plus récemment par David Graeber. Cependant, il est rappelé que la pensée de Proudhon a évolué au fil de sa vie ; une pensée « que l'on dirait aujourd'hui systémique ou transdisciplinaire », avec une « dialectique des contradictoires ».

Jacques Langlois se situe personnellement dans ce qu'il qualifie de socialisme libertaire et il n'hésite pas, par exemple à propos de la grève, à se différencier de Proudhon, qui a trop négligé ce « bon moyen d'acquérir de l'expérience et de rassembler et de fortifier les exploités ». Propos corrigé un peu plus loin : « Las, il semble que les organisateurs de manif et de grèves n'aient toujours pas compris que cela ne sert à rien contre une domination munie de terribles pouvoirs de répression et d'espionnage, etc. »

C'est afficher là une sorte de pessimisme, car Jacques Langlois en reste à la période pleine d'espoirs qu'il a vécue : les Trente Glorieuses (1945-1975) ; depuis, « nous avons régressé, notamment en Occident ».

C'est peut-être une vision objective de la situation, mais c'est aussi, semble-t-il, une affirmation à l'échelle de la vie de l'auteur, qui n'oublie pourtant pas « les premières lois sociales acquises de haute lutte ». Il va cependant se reprendre en écrivant que « le changement émergera peu à peu de la profusion des luttes toutes menées à la base pour vivre autrement ». Lentement. À petit feu. « Cessons d'être pris en charge par le pouvoir, restons dans les solutions à trouver par la société civile », en se passant de l'État, de la représentation politique et des puissances d'argent par la reconstruction d'une société libre, sans exploitation ni domination. Car il y a une « morale collective » portée par des idées venues du fond des âges ; morale qui a guidé l'action qui, elle-même, a conduit à d'autres idées. Ce que Proudhon illustre quand il « a voulu rendre le pouvoir aux "petites gens" dont l'intelligence pratique et vécue est infiniment supérieure à celles des technocrates ».

Et si, comme l'écrit Jacques Langlois, « la domination est permise par la soumission, celle-ci est contrainte par la domination », il faudra alors en revenir à Étienne de La Boétie qui écrivait :

Soyez résolu de ne servir plus, et vous voilà libres.

André Bernard





Marie-Louise Berneri

« Nous ne bâtissons pas notre mouvement sur d'obscures idées.
Peut-être que nous devrions produire moins d'idées, mais nous devrions être capables
de les comprendre complètement et de les expliquer aux autres à tout moment. »

Texte : MLT & Dessins : OLT

Née le 1^{er} mars 1918 à Arezzo en Italie, Marie-Louise est l'aînée des enfants de Giovanna et Camillo Berneri.



Persécutée par les fascistes la famille Berneri émigrera en France en 1926. Étudiante en psychologie à la Sorbonne Marie-Louise s'engage dans le mouvement anarchiste.



Elle s'installe à Londres en avril 1936. Camillo Berneri combat en Espagne dans les rangs de la CNT, sa fille le voit à Barcelone avant qu'il ne soit assassiné par les communistes le 5 mai 1937. Elle assiste à ses funérailles. En novembre 1937 elle rentre en Angleterre avec le photographe Vernon Richards, son compagnon.



Ensemble ils contribuent à l'édition et à la diffusion de la presse anarchiste anglaise : *Spain and the World*, *Revolt*, *War Commentary*, *Freedom*.



En avril 1945, Vernon Richards, Philip Sansom, John Hewetson sont condamnés à 9 mois de prison pour activités séditeuses. Marie-Louise est acquittée, la loi anglaise stipulant qu'une femme ne peut pas conspirer avec son mari.



Paris en 1948, à la première conférence anarchiste, Marie-Louise Berneri représenta la Grande-Bretagne, sa mère Giovanna l'Italie, sa sœur Gilianna la France.



Marie-Louise popularisera les ouvrages de Wilhelm Reich en Angleterre. Elle meurt à Londres le 13 avril 1949 d'une pneumonie virale.



Congrès de l'Icem-pédagogie Freinet

Un point de vue situé

Le congrès s'est ouvert à Nanterre, du 22 au 25 août, avec une multitude d'ateliers, de soirées, de temps collectifs et de déambulations parmi les productions de l'Icem¹, les travaux d'élèves de tout horizon et les étalages de livres et d'outils pour penser la classe, mais aussi pour porter un regard critique sur l'école et la société.

LE CONGRÈS A RASSEMBLÉ 600 PERSONNES, venues de France, mais aussi du Mexique, du Brésil, du Cameroun², d'Uruguay ou encore de Belgique (j'en oublie probablement).

Il n'y a pas à dire : la pédagogie Freinet constitue toujours une source d'inspiration enthousiasmante et puissante en termes de démarches et d'outils pour que tou·tes, adultes comme jeunes, s'émancipent des propositions sclérosantes et enfermantes de l'institution et des relations de domination dont tou·tes, nous héritons et dont nous avons du mal à nous défaire.

Le thème des dominations

Le congrès était en effet placé sous le signe de « la pédagogie Freinet pour lutter contre les dominations ». Ce thème, assurément, a bousculé, questionné et... dérangé.

Peut-être même sommes-nous « passé·es à côté du sujet » car, dans les retours qui ont été faits, rares sont ceux qui ont lié pédagogie et lutte contre les dominations (alors que des ateliers ont permis de faire ce lien).

Il semblerait que cette thématique ait surtout questionné les rapports de dominations à l'intérieur même des ateliers, au sein du mouvement, « entre nous, les adultes ».

De fait, quelques-un·es ont dit ne pas se sentir suffisamment légitimes et/ou outillé·es pour participer à certains ateliers, faute de connaissances sur le sujet et avec la sensation que d'autres y étaient beaucoup plus formé·es et avancé·es dans leur cheminement. D'autres ont trouvé que le mouvement n'était pas allé assez loin dans la remise en question des dominations et pouvait être plus radical encore. D'autres encore ont souffert de la conscientisation intérieure ou de la remise en question extérieure de leurs postures ou de leurs paroles, voire de la nécessité dans laquelle elles et ils se trouvaient de « devoir surveiller leurs paroles ».

Quelques congressistes habitué·es à ces rassemblements freinetistes ont souligné une tension permanente au cours de ce congrès, plus palpable, selon elles/eux, par rapport aux éditions précédentes.

Une fin de congrès puissante

Pour ma part, c'était mon 2^e congrès. Difficile de comparer...

De celui d'Angers, en 2019, je retiens les liens, les amorces pédagogiques et l'enjouement (la jubilation!), qui font partie intégrante, selon moi, du mouvement Freinet. Avec, en arrière-plan, une remise en avant de la « dimension d'engagement social » du mouvement de l'Icem, pour citer la motion publiée alors³, qui était très enthousiasmante, et rassurante...

Du congrès de Nanterre de 2023, je retiens la force et la tension, qui produisent peut-être cette puissance de vie dont nous parlons parfois en tant que pédagogues Freinet : « Principe de vie qui pousse [l'être humain] à monter sans cesse, à croître, à se perfectionner, à se saisir des mécanismes et des outils, afin d'acquérir un maximum de puissance sur le milieu qui l'entoure. [...] Cette puissance qui pousse les êtres vivants à croître et à persévérer⁴. »

Je fais partie des personnes que l'émotion a envahies, et même submergées, lors de la clôture. Et je ne m'y attendais pas ! Sans doute était-ce parce que j'avais inconsciemment mis beaucoup d'enjeux dans un congrès placé sous le signe de la lutte contre les dominations. Femme, racisée, ayant grandi à Trappes, dans une famille pauvre et socialement en marge, souffrant de maladie chronique, nombre de mes propres engagements cherchent à contribuer à cette même lutte contre toutes les formes de domination, d'oppression et d'autoritarisme. Alors ce congrès, oui, il était important pour moi. Certaines paroles, lors de la clôture, ont dit avec force la nécessité, pour nous tou·tes, de travailler à la conscientisation et à la lutte contre les dominations, encore trop présentes.

La tension, de mon point de vue, est née du choc entre deux tendances contradictoires : une ouverture rassurante, qui a installé un cadre *safe* rappelant l'attention que nous devons porter à chacu·ne ; des « définitions » des dominations que je partageais ; la posture du comité d'organisation absolument pas surplombante ; la possibilité de faire des pauses, de déposer le surplus d'émotions et les expériences difficiles aux camarades allié·es ou à la cellule de veille. Rares sont les collectifs qui posent un cadre aussi rassurant.

Et en parallèle, au fil des jours, vivre des expériences et entendre des échos d'expériences douloureuses, qui ont confirmé que la route est encore longue pour que chacu·ne comprenne les mécanismes de domination, se conscientise sur ses propres pratiques et postures oppressives et en arrive à les remettre en question.

Du racisme assumé, de la grossophobie, de la glottophobie, du sexisme, du validisme, de la domination hiérarchique/autoritaire (par la posture, le savoir, l'expérience ou le statut), par exemple.

Mais aussi des petites phrases entendues par-ci par-là, ironisant sur l'angle choisi (les dominations), comme si tou·tes, dans l'Icem et plus largement dans les mouvements d'Éducation nouvelle, étions forcément exempt·es de pratiques oppressives et que le choix de cette thématique n'était pas justifié.



À chaque témoignage, la rage et la tristesse

Ces attitudes ont été heureusement très minoritaires, me semble-t-il, et ne doivent pas masquer l'extrême richesse du congrès et de l'Icem. Mais elles ne doivent pas non plus être masquées, comme l'ont souligné les camarades témoin·es (pair·es tiré·es au hasard parmi les participant·es et non pas spécialistes surplombant·es).

Nous devons être capables de les entendre, d'y porter une sincère vigilance et surtout, de contribuer, tou·tes, à les faire disparaître à la fois de nos collectifs et de nos classes afin de cheminer ensemble vers une société plus égalitaire, où chacun·e a sa place, dont personne n'est exclu·e.

C'est en cela que réside la puissance que je retiens aussi de ce congrès : une capacité à remettre en question ses propres fonctionnements, à s'accompagner mutuellement, dans le respect de là où chacun·e en est (« on a tou·tes des moments différents dans notre cheminement », a dit une témoin·e).

Car la conscientisation est un cheminement douloureux.

Le texte lu au moment de l'ouverture l'a rappelé : la conscientisation est un cheminement continu, jamais achevé.

C'est aussi un cheminement vers une forme d'émancipation, qui peut être difficile et douloureux (d'où l'indispensable soutien du collectif pour se (ré)assurer).

À titre personnel, ce cheminement se fait à travers des lectures, des recherches, des rencontres, des débats. Il suscite des coups de colère, parfois une tristesse profonde devant l'ampleur du chantier, parfois un grand enthousiasme en (re)trouvant des camarades de lutte, concerné·es ou allié·es, parfois aussi de la culpabilité en prenant conscience de certaines attitudes oppressives que je peux encore avoir.

Il s'agit assurément d'un questionnement qui nous met en jeu, qui nous déstabilise, qui nous met en danger, parfois existentiellement.

Mais il faut aussi nous rappeler, je pense, que nos positions sociales et nombre de nos attitudes et pensées sont des constructions sociales, et que, si nous avons une responsabilité individuelle et faisons des choix individuels, ils sont majoritairement conditionnés par les normes sociales qui nous environnent, par notre éducation. D'où l'importance de la pédagogie pour lutter contre les dominations. Ce congrès a soulevé une problématique centrale pour notre travail à venir (un grand merci à l'équipe d'orga!).

Ce rappel de notre héritage doit nous soulager de la part de culpabilité paralysante que nous ressentons parfois, mais sans nous dédouaner de notre responsabilité pour le présent et pour l'avenir. Loin de la paralysie, loin des fausses excuses et de l'immobilisme aussi, continuons donc, dans tous nos collectifs de travail (syndicats, mouvements pédagogiques, associations, équipes d'établissement), à débattre, à affronter ces problèmes politiques qui font partie de notre quotidien et de celui des jeunes.

Continuons à y construire, collectivement, des ripostes pour proposer une autre société, avec/pour les jeunes, comme pour nous-mêmes.

S'engager, sans concession, contre toutes les formes de domination ?

Dans les deux congrès de l'Icem auxquels j'ai participé, j'ai donc senti un véritable lien entre pédagogie et engagement politique et social. Et c'est heureux, car il n'y aurait rien de pire pour ce mouvement que de faire partie de cette juxtaposition de mouvements ou collectifs pédagogiques dénués de toute préoccupation sociale et politique clairement revendiquée et assumée, comme il en existe malheureusement déjà trop.

Deux soirées politiques ont ainsi marqué cette édition (je n'ai malheureusement pas pu y participer) : l'une consacrée à la loi Rilhac, qui met en danger les collectifs de travail dans le 1^{er} degré, et l'autre laissant la parole aux militant·es des quartiers populaires de Nanterre, où Nahel a été assassiné, comme d'autres avant lui, par des membres de la police, en juin dernier.

Je finirai donc avec une question : lutter contre les dominations... Beaucoup a été dit sur les relations interpersonnelles et sur les relations entre les différents groupes sociaux, des pistes ont été esquissées pour y travailler en classe.

Que dire de la structuration même de nos collectifs et de l'institution ? Peut-on affirmer lutter contre les dominations tout en installant ou en assumant soi-même des fonctions hiérarchiques (personnels de direction ou d'inspection, voire de la formation) conduisant, de fait, à exclure, à évaluer, à rompre des contrats, à appliquer des réformes cherchant à contraindre de plus en plus les personnels et les jeunes qui étudient, etc. ?

À titre individuel, j'aimerais qu'il y ait de la clarté, de la cohérence et un véritable engagement de la part de nos mouvements pédagogiques sur la question de la hiérarchie et de la subordination qui lui est inhérente.

Les ressources sur les dominations et les oppressions sont nombreuses et variées : livres, articles plus courts, podcasts, etc. Peut-être pourrions-nous les mutualiser pour que chacun·e puisse y piocher de quoi continuer la réflexion ?

Jacqueline Triguel,
collectif Questions de classe(s)

1. Icem : Institut coopératif de l'école moderne.

2. Nous avons appris à l'ouverture du congrès l'impossibilité, pour un camarade camerounais, d'obtenir un visa français pour participer au congrès.

3. Motion d'actualité du congrès d'Angers : <https://www.icem-pedagogie-freinet.org/node/58512>.

4. Dictionnaire de la pédagogie Freinet, p. 300

Le lycée Angela-Davis de Saint-Denis rebaptisé lycée Rosa-Parks

Un pas en arrière

1944, Montgomery (Alabama). **Viola White**, Afro-Américaine de 35 ans, est arrêtée pour avoir refusé de céder sa place de bus à un passager blanc.

La même année, **Irene Morgan**, une Afro-Américaine de 27 ans vivant à Baltimore (Maryland), est arrêtée en Virginie pour avoir refusé de céder sa place de bus à un couple de Blancs qui voulaient s'asseoir l'un à côté de l'autre.

1949, Montgomery (Alabama). **Jo Ann Robinson**, Afro-Américaine de 37 ans, est violemment prise à partie par le chauffeur du bus, car elle s'est assise dans la partie réservée aux Blancs. Menacée de représailles, elle descend du bus.

12 août 1950, Montgomery (Alabama). **Hilliard Brooks**, Afro-américain de 22 ans, meurt après qu'un policier lui a tiré dans le ventre parce qu'une fois payé son ticket de bus, il refusait d'en descendre pour y remonter par la porte arrière vers la section réservée aux Noirs.

2 mars 1955, Montgomery (Alabama). **Claudette Colvin**, Afro-Américaine de 15 ans, refuse de se lever pour laisser sa place de bus à une passagère blanche. Elle est arrêtée, emmenée au poste.

9 avril 1955, Montgomery (Alabama). **Aurelia Browder**, Afro-Américaine de 36 ans est arrêtée et condamnée à payer une amende parce qu'elle s'est assise dans la partie du bus réservée aux Blancs.

21 octobre 1955, Montgomery (Alabama). **Mary Louise Smith**, Afro-Américaine de 18 ans refuse de se lever pour laisser sa place à un passager blanc. Elle est arrêtée, emmenée au poste.

1^{er} décembre 1955, Montgomery (Alabama). **Rosa Parks**, Afro-Américaine de 42 ans, refuse de se lever pour laisser sa place à un passager blanc. Elle est arrêtée, emmenée au poste.

2 décembre 1955. Cinquante-deux mille cinq cents tracts appelant au boycott des bus de Montgomery sont imprimés. Ils ont été rédigés par la militante Jo Ann Robinson. On peut y lire cette phrase : « La prochaine fois, ce sera peut-être toi, ou ta fille, ou ta mère. » Excédées, les femmes s'organisent.

Alors les hommes réagissent. « Je dis que nous avons besoin de renverser l'histoire et de cesser de nous cacher derrière ces femmes qui font le travail pour nous », déclare E.D. Nixon, président de la section Montgomery de la NAACP, association de lutte contre la ségrégation. Les hommes prennent les choses en main. Et choisissent celle qui portera le flambeau du boycott des bus de Montgomery.

Ce ne sera pas Claudette Colvin, qui, non contente de refuser de lisser ses cheveux comme le fait alors la majorité des femmes Afro-Américaines, les coiffe en « cornrows », ou tresses africaines, met au monde un enfant l'année suivante et devient ce qu'on appelle une fille-mère, pire, une fille-mère considérée comme émotionnellement instable. Ce ne sera pas Jo Ann Robinson, qu'E.D. Nixon n'estime pas constituer un « bon cas » pour la cause, car, professeure d'université, elle n'est pas suffisamment « classe moyenne ».

Ce ne sera pas Aurelia Browder, ni Marie-Louise Smith, ni Susie McDonald, qui, pourtant, avec Claudette Colvin se porteront plaignantes dans le procès à la suite duquel la ségrégation dans les bus sera déclarée inconstitutionnelle par la Cour suprême. Ce sera Rosa Parks, respectable épouse et couturière aux cheveux lisses. Un choix stratégique qui eut au moins l'avantage de servir la cause que cette dernière défendait.

Mercredi 5 juillet 2023, Seine-Saint-Denis. La Région Ile-de-France débaptise le lycée Angela-Davis et lui choisit pour nom celui de Rosa-Parks. L'avantage de Rosa Parks, pour certains élus, c'est qu'elle est morte. Elle ne risque pas, contrairement à Angela Davis, de cosigner une tribune où des personnalités du monde intellectuel international expriment leur « solidarité avec les universitaires, activistes et autres producteurs de savoir » français dont les travaux « analysent et critiquent le colonialisme et le racisme et soutiennent des projets décoloniaux, antiracistes et anti-islamophobes au sein de l'académie comme dans l'espace commun ».

L'école ne serait donc pas faite pour développer l'esprit critique. Certes, Rosa Parks fut une indéfectible militante, mais choisir son nom plutôt que celui d'Angela Davis, signifie que l'on donne comme modèle aux filles qui fréquentent ce lycée une femme noire de classe moyenne, aux cheveux lissés comme ceux des Blancs, hétéro et pas trop instruite, celle qu'ont choisie les hommes aux côtés de qui elle militait, plutôt qu'une femme noire à la coupe afro, proche des Black Panthers et qui a appartenu au parti communiste américain, lesbienne, afro-féministe et professeure d'université. Quand on est une élève du 93, il ne faudrait quand même pas trop se révolter ni avoir trop d'ambition, mais suivre des études courtes comme le recommandent systématiquement certains conseillers d'éducation, et choisir un look passe-partout, c'est-à-dire celui des classes moyennes blanches. Nouvel exemple de la façon dont, dans les démocraties ultralibérales actuelles, les noms de militant-es comme Rosa Parks ou Martin Luther King sont récupérés par des politiques contre lesquelles ils et elles ont lutté toute leur vie.

M.-H. D.

Sources :

- Sophie Adriansen, *Nina Simone, Mélodie de la lutte*, Charleston, 2023.
- *Noire, la vie méconnue de Claudette Colvin*, Tania de Montaigne, Grasset, 2015.
- « Browder V. Gayle », The Martin Luther King Jr, Research and Education Institute, Stanford University.
- Tribune publiée dans l'Obs le 17 mars 2021.
- Blog « And They Still don't know my name ».

#PROTECTION4OLGA

Campagne internationale de protection et asile pour la défenderesse des droits de l'Homme, Olga Karach

COMME SUITE AU REFUS des autorités lituaniennes d'accorder l'asile politique à la militante pour la paix et défenseuse des droits de l'Homme biélorusse Olga Karach (Volha Karach), la campagne internationale #protection4olga vient d'être lancée pour demander la protection et l'asile pour la directrice de l'organisation « Notre Maison ». Elle lutte depuis des années pour les droits de l'Homme en Bélarus, notamment pour le droit à l'objection de conscience au service militaire. Elle est donc persécutée et risque la peine capitale dans son pays d'origine, où elle a été qualifiée de « terroriste » par le régime.

Le 18 août 2023, la Lituanie lui a refusé l'asile politique, qualifiant Olga Karach de « personne représentant une menace pour la sécurité nationale de la République de Lituanie ». Elle s'est toutefois vue accorder une résidence temporaire d'un an dans le pays, probablement en raison des lettres internationales d'inquiétude que certains politiciens et dirigeants de fondations ont écrit aux autorités et aux ambassadeurs lituaniens dans différents pays. Mais ce statut ne lui confère aucune sécurité – les autorités peuvent à tout moment revenir sur cette décision et décider de l'expulser.

C'est pourquoi nous avons lancé une campagne internationale pour la protection immédiate de la défenseuse des droits de l'Homme et artisane de la paix Olga Karach.

La déclaration des Nations unies sur les défenseurs des droits de l'Homme, adoptée en 1998, reconnaît « le travail précieux des individus, des groupes et des associations qui contribuent à l'élimination effective de toutes les violations des droits de l'Homme et des libertés fondamentales des peuples et des individus ».

Olga Karach, à travers l'organisation qu'elle dirige, « Notre Maison », a de nombreuses activités à son actif en matière de surveillance et de défense des droits de l'Homme en Bélarus et des citoyens du Bélarus réfugiés dans d'autres pays – comme la Lituanie –, et c'est également pour cette raison que son organisation a été choisie par le Bureau international de la paix pour être nommée pour le prix Nobel de la paix 2024, avec le Mouvement russe des objecteurs de conscience et le Mouvement pacifiste ukrainien.

Les États ont l'obligation de protéger tous les droits de l'Homme et les libertés fondamentales de tous les citoyens et, en particulier, pour les défenseurs des droits de l'Homme qui « font fréquemment l'objet de menaces et de harcèlement et souffrent de l'insécurité », « de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des

défenseurs des droits de l'Homme, tant au niveau local que national, y compris en période de conflit armé et de consolidation de la paix », comme l'indique la résolution 66/164 de l'Assemblée générale des Nations unies.

Nous exprimons notre profonde inquiétude quant au fait que « dans certains cas, la législation relative à la sécurité nationale et à la lutte contre le terrorisme et d'autres mesures, telles que les lois régissant les organisations de la société civile, ont été utilisées à mauvais escient pour cibler les défenseurs des droits de l'Homme ou ont entravé leur travail et mis en danger leur sécurité d'une manière contraire au droit international », comme l'indique la résolution 22/6 du Conseil des droits de l'Homme des Nations unies de 2013 sur la protection des défenseurs des droits de l'Homme, qui engage tous les États à protéger et à ne pas criminaliser les personnes qui travaillent à la défense des droits de l'Homme.

Par conséquent, nous demandons aux plus hautes autorités lituaniennes, au président de la République de Lituanie, au Premier ministre et au ministre des Affaires étrangères de respecter les normes internationales et de fournir protection et asile à la défenseuse des droits de l'Homme biélorusse Olga Karach, qui s'est réfugiée en Lituanie.

La Lituanie est également membre de l'Union européenne. Nous en appelons donc également aux institutions européennes, aux missions de l'UE (ambassades et consulats des États membres et délégations de la Commission européenne) qui, comme le stipulent les orientations de l'UE sur les défenseurs des droits de l'Homme, devraient les soutenir et les protéger.

Nous appelons également nos gouvernements nationaux à prendre des mesures pour garantir la protection des défenseurs des droits de l'Homme en tout temps et en tout lieu.

Nous appelons l'ensemble de la société civile, des citoyens individuels aux journalistes et aux représentants institutionnels dans toute l'Europe, à prendre des mesures pour défendre les droits de l'Homme et ceux qui les défendent.

23 août 2023

Pour plus d'informations (lettre de soutien, etc.),
 contact : ask@news.house

Un livre énervant... mais stimulant

Féminicène est un livre énervant mais aussi stimulant. Essentialiste et argumenté, plaidant pour un féminisme du faire, plutôt qu'un féminisme des revendications, il espère donner des pistes pour faire face à la catastrophe climatique qui commence.

JE VOUS RACONTE. D'abord le titre : « Féminicène » – soit l'ère des femmes – semble un peu exagéré. L'autrice reconnaît d'ailleurs qu'il s'agit seulement d'une nette amélioration par rapport aux époques passées. Elle nous démontre ensuite, chiffres à l'appui, que les combats féministes n'ont pas causé l'émancipation des femmes : nulle violence, nul rapport de force, aucun des éléments qui accompagnent normalement les luttes des opprimées, les premières lois votées par les hommes seuls élus, des avancées en dehors des périodes de lutte. Les revendications féministes accompagnent l'émancipation : plus les conditions s'améliorent, plus les femmes sont en position d'en demander davantage. J'ai trouvé cette partie assez convaincante.

La domination masculine dérive d'une juste répartition sexuée des tâches

L'oppression des femmes par les hommes est universelle dans le temps et l'espace, elle doit donc avoir une cause universelle. Aux origines, la différence de force physique entre les hommes et les femmes, et surtout le fait que les femmes sont coincées à la maison, la hutte, le camp avec les grossesses et les enfants, introduisent des différences dans les capacités à faire. C'est alors la notion d'avantage comparatif qui s'impose : il est plus efficace que les hommes s'éloignent pour chasser tandis que les femmes cultivent ou font du petit élevage. Mais, du coup, ce sont les hommes qui utilisent des armes, explorent et dominent le monde. Et paf ! Dérive patriarcale, système symbolique de justification de la domination. Elle cite beaucoup de références, y compris féministes, qui s'insurgent contre les conséquences sociales, politiques, économiques... patriarcales de ce qui n'était qu'une organisation efficace des tâches. Elle critique aussi le féminisme qui conteste les différences physiques entre les hommes et les femmes. Je me suis dit qu'il fallait que je révise les textes et ouvrages qui parlent de femmes chasseuses, à la lumière de ces affirmations.

L'émancipation, conséquence de l'anthropocène

Depuis 1800, la consommation d'énergie a été multipliée par 40 et la population mondiale par 8. Les progrès technolo-



giques et scientifiques créent les conditions de l'émancipation : dévaluation de la force physique, allègement des tâches domestiques (objet de consommation particulièrement libérateur : les protections menstruelles), progrès médical et donc baisse drastique de la mortalité infantile et donc baisse de la natalité (accompagnée par la disponibilité de moyens contraceptifs), capitalisme qui a besoin de travailleuses, structures collectives des États, plus ou moins providence. Et l'émancipation permet le féminisme, qui oublie les conditions de son apparition. En raccourci (ma spécialité) : le capitalisme crée les conditions de l'émancipation des femmes. Nulle part, il n'est fait mention de l'inégalité indépassable pour l'instant qui est que les femmes assurent la grosse majorité du travail exécuté sur terre (et la quasi-totalité de celui qui est réellement utile) quand les hommes en touchent les fruits, à la maison comme ailleurs. Et dans ce domaine, (presque) zéro progrès. Elle concède cependant que l'octroi des droits relatifs au corps a été précipité par le militantisme.

Les reculs, conséquences de l'anthropocène

Le GIEC nous annonce la fin des vaches grasses. Et même si les scénarios sont imprécis, arrivera, à cause des changements climatiques et de la raréfaction des ressources, « un monde plus pauvre, plus chaotique et plus violent ». Et d'après Véra Nikolski, rien ne viendra démentir mon adage favori : quand c'est la merde, c'est pire pour les femmes. On sait déjà que dans les pays pauvres, la situation des femmes se dégrade d'abord avec les crises climatiques. Dans les pays riches, la raréfaction des ressources (elles-mêmes ou faute de transports) conduira à moins de confort et donc le retour de tâches domestiques à peu près disparues. On peut parier sur un accroissement des violences intrafamiliales. Et sur le retour des maladies infectieuses et l'apparition de nouvelles zoonoses. Si on ajoute l'antibiorésistance, la mortalité infantile augmentera (ça a commencé en France) et donc la natalité et donc l'assignation des femmes aux tâches domestiques. L'autrice module son propos en fonction de ce que les sociétés sauront préserver de leurs capacités techniques et de la capacité des femmes à défendre leur place. Quoi qu'il puisse nous arriver, on peut être d'accord avec elle pour penser que le monde futur sera plus dur (et regarder vers le Sud nous aide à voir les conséquences pratiques) et qu'anticiper ces changements ne serait pas du luxe.

Les féministes ne sont pas prêtes à la société qui arrive

D'après l'autrice, il y a aujourd'hui deux types de féminisme, deux « esprits », dit-elle : investir les domaines professionnels et intellectuels jadis réservés aux hommes et constater l'égalité (le féminisme du faire) ou militer pour une émancipation tou-

jours plus grande, et exiger l'égalité (le féminisme de la réclamation). Parfois simultanés, souvent pas. Longue liste de préceuses dans différents domaines. Et liste quasi aussi longues de revendications au-delà de l'égalité formelle qui lui paraissent plutôt nocives (trop « réclamation », pas assez « faire ») : parité, #MeToo, dénonciation du masculinisme et des féminicides, inégalités dans le partage des tâches... Et d'ailleurs « not all men ». Pourtant, les femmes sont présentes et excellentes dans tous les domaines, mais on en parle peu. Véra Nikolski considère de plus les revendications actuelles, en gros autour du genre, comme des enfantillages (éphémères) déconnectés des dangers qui arrivent ; par exemple, elle compare les campagnes pour le point médian à l'orchestre du *Titanic*. Un truc qui m'intéresse : l'affirmation que les féministes devraient s'inspirer des combats des femmes des pays moins nantis.

Alors que faut-il faire ?

Être féministe, c'est agir pour préserver ce qui rend le féminisme possible : la mortalité infantile basse, la haute productivité du travail, l'abondance d'emplois non basés sur la force physique et les relations sociales pacifiées.

Concrètement, les féministes devraient être écologistes certes, mais aussi « étatistes, souverainistes et protectionnistes, favorables à la réindustrialisation, aux services publics et à une armée robuste ».

Inutile de dire que là, je diverge (sauf sur les services publics). Vision nationaliste et richo-égoïste, un peu d'internationalisme et de solidarité des peuples seraient bienvenus. Plus intéressant, l'affirmation que les féministes (et les femmes en général) devraient investir les métiers qui protégeront les femmes : de climatologues à physiciennes nucléaires, d'ingénieures à chercheuses en pharmacologie, mais aussi agricultrices ou soudeuses... Histoire de ne pas laisser aux seuls hommes le choix de ce qui subsistera dans un monde bouleversé et de se rendre indispensables. Cohérente, l'autrice revendique aussi un service militaire mixte, pas intéressant ça. On connaît la sous-représentation des femmes dans les domaines scientifiques et techniques, d'après elle, les stéréotypes sociaux ont un peu à faire à l'affaire (ce déséquilibre est moindre dans des pays plus patriarcaux), mais les différences d'imprégnation des cerveaux par la testostérone pendant la grossesse expliquent aussi la différence des choix. Là, j'ai vraiment pas adhéré, forcément, le retour de l'essentialisme dans l'actualité. Mais elle conclut que quelles que soient les causes des différences de choix, faut forcer le passage.

Trop vieille pour un nouveau métier ? (plus de 64 ans, donc)

Il faut modifier les récits des conquêtes au profit d'une mise en valeur des femmes qui ont fait. Pour donner tout plein d'idées.

Vite, ça urge !

Ch. R.

Véra Nikolski, *Féminicène, Les vraies raisons de l'émancipation des femmes. Les vrais dangers qui la menacent*, Fayard, 2023.

En complément de l'article paru dans le dernier *Casse-rôles*, à propos de

OK, JOE

LA PETITE HISTOIRE SOUS LA GRANDE

Parler du livre de Louis Guilloux, c'est ouvrir sur d'autres récits qui mettent en lumière ce qu'il dénonce : la face cachée de l'armée américaine pendant la Seconde Guerre mondiale.

DANS OK, JOE, aucun nom de personnes ou de lieux ne figure. C'est pourquoi, afin d'en avoir le cœur net, une historienne américaine, Alice Kaplan, décida d'enquêter sur les faits rapportés. Dans *L'Interprète*, dans les traces d'une cour martiale américaine, Bretagne 1944, elle relate à hauteur d'homme, ce qu'elle a découvert, l'histoire du jeune Noir James E. Hendricks pendu à Plumaudan pour homicide involontaire, et celle du flamboyant capitaine blanc Georges Wittington, coupable d'assassinat, acquitté.

Alice Kaplan n'est pas la seule à avoir exhumé ce passé peu glorieux. Il inspirera deux auteurs de roman noir : dans *Jusqu'à ce que mort s'ensuive* de Roger Martin et *Le Chasseur solitaire* de Whitney Terrell, ce sont les descendants de ces hommes injustement traités qui subissent les conséquences du racisme institutionnel de l'armée états-unienne.

Tellement institutionnel, le racisme, que la ségrégation se poursuit par-delà la disparition des protagonistes. En effet, très peu de gens connaissent l'existence, dans un bois de Picardie, à côté de l'immense cimetière américain Oise-Aisne, de la parcelle E, dérobée aux yeux du public. Y sont enterrés 96 soldats condamnés à mort et exécutés, parmi lesquels 80 Noirs, 2 Hispaniques, 1 Indien et... 13 Blancs. Pour y accéder, il faut passer par la loge du gardien, pas franchement ravi de la visite.

Pas de nom sur les tombes, juste des numéros.

M. G.

Alice Kaplan, *L'Interprète*, Gallimard, 2007.

Roger Martin, *Jusqu'à ce que mort s'ensuive*, Le Cherche-midi, 2008.

Whitney Terrell, *Le Chasseur solitaire*, Rivages thriller, 2010.

Salvadora Medina Onrubia

La Venus Roja: théâtre et dynamite verbale

Argentine

Depuis une dizaine d'années, la critique littéraire argentine manifeste un regain d'intérêt pour une personnalité hors norme dont les écrits et le militantisme politique, ouvertement anarchiste, ont marqué le début du XX^e siècle.

OUBLIÉE (volontairement ?) de la culture officielle et morte dans l'indifférence en 1972, Salvadora Medina Onrubia est aujourd'hui redécouverte.

Explorer cette personnalité fondamentalement inclassable est aussi l'occasion de revenir sur le rôle des militantes libertaires argentines de la Belle Époque. En effet, certains aspects de la destinée hors norme de la « Vénus Rouge¹ » (en référence à Louise Michel, surnommée, la Vierge Rouge) sont fréquemment passés sous silence.

Qui est donc Salvadora Medina Onrubia ?

Mère célibataire à 16 ans, elle élève seule son fils et rejoint en 1914 le célèbre quotidien anarchiste *La Protesta*, à Buenos Aires. Parallèlement à ses activités militantes, elle publie plusieurs pièces qui contribuent à déconstruire l'image de la femme aimante et soumise, très en vogue dans les feuillets sentimentaux et les paroles des tangos des années 1920.

Alma Fuerte, *La solución*, *Un hombre y su vida*, ainsi que la très autobiographique *Las decentradas* (1929), figurent parmi ses productions les plus marquantes et les plus controversées, transgressant les stéréotypes féminins des productions littéraires de l'époque. Salvadora Medina Onrubia questionne la binarité des conventions sexuelles, s'attaque au mariage, aux relations hétéronormées et aborde sans ambages les questions de la prostitution et des liaisons extraconjugales.

S'inscrivant dans une perspective postmoderne qui met en lumière la pluralité des identités féminines, elle dérange les éléments les plus orthodoxes du mouvement libertaire, qui lui reprochent son militantisme « bourgeois ». Devenue éthéromane après le suicide de son premier fils, Pitón, en 1928, elle délaisse l'écriture dans les années 1930, sans pour autant abandonner son combat politique.

Afin de comprendre la trajectoire de Salvadora et son militantisme tant lié aux questions anarchistes que féministes, revenons brièvement sur le contexte de l'émergence de cette avant-garde anarcho-féministe dans la capitale argentine.

Dès la fin du XIX^e siècle, Buenos Aires devient un haut lieu de la mouvance anarchiste. Les flux migratoires apportent de nouveaux militants italiens, français ou espagnols qui enrichissent les formes de propagande² dans les secteurs ouvriers et populaires et s'enracinent durablement sur le sol argentin, permettant ainsi l'élaboration d'une culture alternative³.

Cependant, hormis quelques exceptions, les femmes demeurent encore en marge de l'espace public. Dans les cercles littéraires et mondains, les cafés de la bohème sont fréquentés exclusivement par des hommes⁴.

En dépit de ces difficultés, l'anarcho-féminisme parvient néanmoins à se développer grâce à la détermination de certaines militantes, qui deviennent des icônes du mouvement, telles que Virginia Bolten, ou Juana Rouco Buela. Salvadora Medina Onrubia, quant à elle, est considérée comme l'une des initiatrices d'un féminisme radical pour l'époque⁵. Rappelons que, dans son essence, l'anarchisme « décentre » le pouvoir, de la même façon que Salvadora Medina Onrubia « décentre » ses héroïnes (je fais référence ici à la célèbre pièce *Las Decentradas*, publiée en 1929).

Revenons sur l'histoire particulière de Salvadora Medina Onrubia, marquée par l'omniprésence des figures féminines et l'absence du père.

Salvadora naît à La Plata, province de Buenos Aires, en 1894, de parents andalous. Son père décède peu après, obligeant sa mère à partir pour Gualaguay (Entre Ríos), où elle devient institutrice dans une école rurale. Cet environnement familial, dominé par la figure de la mère qui doit faire face aux nécessités économiques résultant de sa condition de femme seule, immigrée, et d'extraction sociale humble, conditionne d'une certaine façon le combat politique de Salvadora.

Elle devient à son tour institutrice dans une école rurale, tout en s'essayant au journalisme dans le quotidien *El Diario* de Gualaguay et en contribuant aux revues *Fray Mocho* et *PTB*, publiées dans la capitale. D'une relation adultère naît son fils Carlos, « Pitón », en 1911. Là encore, il s'agit d'une expérience de la maternité non conforme à la norme sociale.

Mère célibataire, elle décide de rejoindre Buenos Aires en 1914, où elle se lie d'amitié avec Alfonsina Storni et avec Sebastian Marotta, dirigeant syndical qui collabore au quotidien anarchiste *La Protesta* et l'y introduit également.

Et c'est le 1^{er} février 1914 que Salvadora accède véritablement au rang de pasionaria anarchiste. Lors d'un meeting organisé



par *La Protesta* contre la politique répressive du gouvernement, elle monte sur une estrade improvisée au croisement de la rue México et du Paseo Colón. Parmi la foule de « cravates au vent »⁶, elle exige même de prendre la tête de la manifestation⁷.

Par la suite, Salvadora participe activement aux campagnes organisées par *La Protesta* contre les lois répressives qui sévissent depuis 1910 et entraînent l'incarcération prolongée de nombreux militants anarchistes, auxquels elle rend visite en prison.

En 1914, sa rencontre avec le jeune et talentueux directeur de *Crítica*, Natalio Botana⁸, lui ouvre les portes de la bonne société de Buenos Aires, même si elle demeure une figure marginale. En effet, sa condition de fille d'immigrée, doublée de son extraction sociale modeste, constitue des handicaps insurmontables pour la bourgeoisie criolla de la capitale⁹.

Si Salvadora se lance corps et âme dans le combat politique, la maternité demeure une zone d'ombre de sa vie de femme. Elle entretient des rapports difficiles avec ses enfants, en particulier avec Helvio, son deuxième fils. À la personnalité extravagante et contradictoire de Salvadora, s'ajoute une déchirure intérieure dont elle ne se remettra jamais : le suicide de son premier fils, « Pitón », à 17 ans, en 1928.

Incomprise par ses propres enfants, elle détourne son affection vers les enfants de l'anarchie que sont Simon Radowsky et América Scarfo (âgée de 16 ans, elle s'enfuit avec Severino Di Giovanni pour vivre une histoire adultère et passionnée sur fond d'anarchisme). C'est avec Simón, incarcéré à 17 ans dans le pénitencier d'Ushuaia, qu'elle entretient une relation relevant de l'adoration mystique, matérialisée par une correspondance épistolaire¹⁰ qui perdure jusqu'à la mort de ce dernier, en 1956¹¹.

Salvadora essuie des échecs sur le plan privé, mais sa production littéraire¹² et théâtrale connaît une certaine constance entre 1914 et 1936. En 1914, pour elle, l'acte d'écriture est aussi un acte politique, et c'est assez logiquement que Salvadora va se lancer dans l'écriture théâtrale.

Dans ce contexte, la pièce de Salvadora, *Alma Fuerte* consacre en 1914 la naissance sur la scène porteña (de Buenos Aires) d'une véritable écriture théâtrale féminine et anarchiste. Elle s'attache à élaborer littérairement l'image d'une femme radicalement différente, tout en déconstruisant et en questionnant le modèle culturel dominant. *Alma Fuerte* renvoie aux luttes ouvrières et dénonce les injustices sociales qui avilissent la condition féminine. Chez Salvadora Medina Onrubia, le discours social et le discours de genre sont indéfectiblement liés, la cause de l'oppression de la femme trouvant sa nature dans l'exploitation mise en œuvre du système capitaliste.

Las Decentradas constitue sans doute la pièce la plus autobiographique et la plus avant-gardiste de la trajectoire anarchaféministe de Salvadora Medina Onrubia. Présentée au Théâtre Ideal le 9 mars 1929, *Las Decentradas* remporte l'approbation de la critique. Plus que jamais, elle prend conscience de l'impact d'une dramaturgie féminine à part entière, à l'instar de son double dans la pièce, Gloria Brena. Salvadora déconstruit le discours patriarcal sur le mariage sur le mode de la subversion à travers ses deux doubles (Elvira puis Gloria), qui se présentent comme des archétypes de la femme postmoderne.

L'intrigue se déroule dans la haute société porteña de la fin des années 1920. Elvira, mariée à un notable, se laisse séduire par Juan, journaliste, et fiancé à son amie Gracia, chez qui elle vit. Son mari lui impose le divorce en l'enjoignant de quitter Buenos Aires sur-le-champ. Déçue par le manque de convic-

tion de Juan, incapable d'assumer ses sentiments, elle lui « offre » Gracia, de laquelle il s'était éloigné, et trouve refuge chez son amie Gloria, autrice de théâtre sur le point de publier une pièce intitulée... *Las Decentradas*.

La question de l'identité sexuelle, centrale dans *Las Decentradas*, renvoie invariablement aux positions des anarchaféministes sur le sujet, qui sont parfois contradictoires. Dans la lignée de leurs camarades nord-américaines Emma Goldman ou Voltayrine de Cleyre, ou du français E. Armand, elles défendent l'amour libre (et l'union libre) comme alternatives au conformisme bourgeois du mariage.

Avec *Las Decentradas*, Salvadora Medina Onrubia va plus loin. Elle revendique une liberté de choix en phase avec sa propre identité. À la pluralité des figures féminines correspondent des degrés de sexualité divers. La sexualité ambiguë de Salvadora est rarement évoquée et, pourtant, dans *Las Decentradas*, les références à l'homosexualité ne manquent pas.

Chez Salvadora Medina Onrubia, être décentrée, c'est aussi construire sa sexualité hors du cercle, hors des conventions morales et sociales sur le couple hétérosexuel. Ce silence des critiques de l'époque sur l'homosexualité latente qui traverse la pièce démontre une fois encore combien Salvadora dérange sur un sujet qui demeure tabou dans une société argentine dominée par l'image binaire du couple homme viril/femme procréatrice.

Hélène Finet

1. Cristina Guzzo, *Las anarquistas rioplatenses (1890-1990)*, Phoenix, Orbis Press, 2003, p. 69.
2. Pour un panorama complet sur la question, voir Ricardo Falcón, *La primera Internacional y los orígenes del movimiento obrero en Argentina (1875-1879)*, CEHSAL, Cuaderno, n° 2, 1980 ; Iacov Oved, *El anarquismo y el movimiento obrero en Argentina*, Buenos Aires, Siglo XXI, 1978.
3. Juan Suriano, *Anarquistas, Cultura y política libertaria en Buenos Aires, 1890-1910*, Buenos Aires, Manantial, 2001.
4. Vicente Martínez Cuitiño, dans son récit sur le café des « Inmortales », haut lieu de la bohemia au début du siècle mentionne la présence d'Angela Tesada « única mujer en el Café, destacada intérprete a quien le agrada leer, estudiar, discutir, fumar ». Cf. Vicente Martínez Cuitiño, *El Café de Los Inmortales*, Buenos Aires, Guillermo Kraft, 1954, p. 25.
5. Angel Capelleti, Carlos Rama, *El anarquismo en América Latina*, Caracas, Biblioteca Ayacucho, 1990, XLVIII (prologue).
6. Symboles de bohemia et d'anarchisme.
7. Au cours des années 1910, les femmes prennent la tête de manifestations anarchistes et socialistes à plusieurs reprises.
8. Botana lance *Crítica* le 15 septembre 1913, à 25 ans et avec 5 000 pesos en poche. Le succès ne tarde pas à venir. Selon Helvio, Salvadora est présentée à Botana par les anarchistes Juan Carulla et Claudio Martínez Paiva, figures indissociables de la bohemia. Cf. Helvio Botana, *Memorias. Tras los dientes del perro*, Buenos Aires, Peña Lillo, 1977, p. 21.
9. *Ibid.*, p. 21.
10. Salvadora lui envoie aussi des bas de laine qu'elle tricote pour lui, se souvient amèrement Helvio. *Ibid.*, p. 57.
11. Une partie des lettres de Simón Radowsky à Salvadora Medina Onrubia sont reproduites dans Horacio Tarcus, « Anarquismo y teosofía. Simón Radowsky y Salvadora Medina Onrubia », *Políticas de la Memoria*, Buenos Aires, n° 5, été 2004-2005, p. 138-147.
12. Parallèlement au théâtre, Salvadora Medina Onrubia s'essaye à la poésie et publie également un roman, *Akasha* (1925), dont l'action se déroule chez une avorteuse, ainsi que le recueil *El Vaso intacto y otros cuentos* (1925).

Fanny Kemble et l'esclavage

Il paraît que Fanny Kemble, jeune actrice anglaise, fit sensation dès sa première apparition au théâtre dans le rôle de Juliette, dans *Romeo et Juliette* de Shakespeare. Quelques années plus tard, c'est un recueil de sa correspondance qui fit également sensation.

MARIÉE EN 1834 à un certain Pierce Butler, héritier d'une fortune fondée sur l'exploitation du riz, du coton et du tabac, elle est contrainte de le suivre dans ses plantations en Géorgie (États-Unis). C'est là qu'elle découvre – alors qu'elle est elle-même une fervente abolitionniste – la terrible condition des femmes et hommes soumis-es à l'esclavage.

Son témoignage, rédigé sous forme de lettres adressées à une amie, est de loin l'un des plus terribles connus à ce jour. Elle y décrit les conditions de travail inhumaines, les malades laissés-es à leur sort dans des mouiroirs, les femmes obligées de retourner aux champs avant même le retour de couches, la mortalité infantile, les épouses et mères « prêtées » au contremaître, le fouet et autres sévices... Chaque jour, elle est confrontée aux souffrances endurées, et tente chaque jour de les soulager avec les faibles moyens dont elle dispose, voire intercède auprès du « maître », qui s'agace de ses perpétuelles requêtes.

Mais, outre cet éclairage de l'intérieur, ce qui est particulièrement remarquable est la clairvoyance de cette jeune femme tombée contre son gré dans un véritable enfer. Comme le dit l'éditrice dans la préface :

Le Journal est un long argumentaire où toutes les questions du débat sont pragmatiquement abordées : la soi-disant protection des Noirs par l'esclavage, l'ignoble maltraitance même à son degré ordinaire, la déchéance des Blancs et corollairement celle des esclaves, l'économie aberrante, l'éducation refusée, le droit pour un homme d'en posséder d'autres, l'ignominie des lois, la présence des métisses prouvant l'utilisation du corps des femmes noires par le Blanc pour augmenter sa quantité d'esclaves, l'hypocrisie consistant à dire que si Dieu le permet, c'est que l'esclavage est normal. L'homme noir est un être

humain, argumente-t-elle pied à pied, un être humain que l'esclavage broie.

Rien de condescendant chez Fanny Kemble. Elle voit et elle proteste, et elle le paiera cher.

En effet, Butler demandera le divorce et tentera de la séparer de ses deux enfants. Il s'opposera également farouchement à la publication du *Journal* et arrivera à ses fins, puisqu'écrit en 1838-1839, il ne sera publié qu'au début de la guerre de sécession, en 1863. Et il aura fallu attendre 2023 pour pouvoir enfin le lire en français avec, sur la couverture, un portrait de l'autrice dont le visage angélique ne laisse en rien présager la remarquable force de caractère qui lui a permis de dénoncer, contre vents et marées, l'effroyable condition esclavagiste.

M. G.



Fanny Kemble, *Journal*, Mercure de France, collection Temps Retrouvé Poche, 2023.

Une frondeuse

La Grande Séverine, une femme qui ne s'est jamais affichée comme anarchiste. Je croyais lire une biographie – ce qu'est aussi ce livre ici chroniqué –, mais on y trouve, surtout, quelques articles de Séverine écrits dans différents journaux – et c'est bien ! Si Séverine était journaliste, c'était avant tout une grande écrivaine. Et la partie « textes de Séverine » est plus importante que la partie biographique, alors, c'est très bien !

SÉVERINE EST MORTE EN 1829. Séverine, de son vrai nom Caroline Rémy, avait 15 ans du temps de la Commune de Paris, et ses parents étaient du côté versaillais. Très tôt, elle voulut être journaliste; surtout pas institutrice, comme le lui proposait son père.

Pour se libérer de la tutelle paternelle, elle accepta le mariage, et, dès la première nuit, ce fut une catastrophe: le viol légalisé, mais un enfant naît. Après le divorce qui suivit, elle se remarie, refait un enfant et va accoucher à Bruxelles où – la chance de sa vie ? – elle rencontre... Jules Vallès.

N'empêche, Séverine fut une femme blessée !

Pour autant, elle fonde avec Vallès *Le Cri du peuple*, en octobre 1883. Elle a 28 ans !

À la mort de Vallès, en 1885, elle prend la direction du journal, bientôt chassée par les « sectaires » de Jules Guesde. Elle écrit dans « Adieu », lorsqu'elle quitte le journal :

Mais je commence à croire que je suis trop libertaire pour écrire jamais dans un journal de l'école socialiste.

Elle fait alors « l'école buissonnière de la révolution »

Séverine fut ainsi de tous les combats de l'époque :

- elle prit parti pour Dreyfus;
- pour les droits de l'Homme et l'abolition de la peine de mort;
- pour les droits de la femme: le droit d'étudier, de divorcer, d'avorter:

« L'avortement est une fatalité, pas un crime », dit-elle.

Elle ne fut pas à proprement parler « féministe »

Le mot ne sera créé qu'en 1892; mais, en 1897, avec Marguerite Durand, elle crée *la Fronde*, un quotidien entièrement confectionné par des femmes: il y a même des typotes, et non pas des typographes, pour composer le journal.

« Demandez *La Fronde*, l'organe des femmes », osaient crier les camelots avec esprit.

Le journal cesse sa parution en 1903. À ce moment, les demandes d'articles pour d'autres journaux se font rares. Alors Séverine, qui pourtant déteste prendre la parole en public, et bien conseillée par Sarah Bernhardt, découvre qu'elle peut aussi être une oratrice de qualité, appréciée à Bruxelles comme à Lausanne... et ailleurs.

Il faut dire qu'à l'époque, c'était une vedette !

– Les droits de l'enfant sont aussi son combat, et en cela elle suit Vallès.

– Journaliste, elle pratique son métier « à l'américaine », comme on dit alors, c'est-à-dire qu'elle va sur le terrain.

En 1887, elle se rend à l'Opéra-Comique marcher dans les cendres encore chaudes de l'incendie.

En 1890, elle descend dans la mine, à Saint-Étienne, après une explosion de grisou.

– Séverine était antimilitariste: en pleine guerre 14-18, elle participa à un groupe pacifiste.

– Séverine était antiraciste, elle appelle à « libérer la race blanche des fers du préjugé ».

– Séverine était antifasciste, elle dénonce Mussolini dès 1925.

Outre les articles qu'elle y écrivait, elle avait dans les journaux un carnet de dons pour les pauvres, ce qui lui valut le qualificatif de « Notre Dame de la larme à l'œil ».

Séverine fit des erreurs, des écarts, elle eut des collaborations douteuses: comme elle était très orgueilleuse et très sûre d'elle, elle osait penser qu'elle pouvait écrire dans n'importe quel journal, « croyant pouvoir y imposer son indépendance ». Ainsi, elle donna des papiers à *La Libre Parole*, de l'antisémite Drumont, antiparlementariste comme elle. Plus tard, elle reconnut son erreur.

Ainsi, elle n'a jamais souhaité briguer un quelconque poste officiel, disant à ceux qui les sollicitaient: « Bon appétit, en ce cas ! Mangez, moi je préfère, Liberté, ton pain dur ! »

Elle a pourtant soutenu les femmes qui demandaient le droit de vote.

Elle pencha un instant pour le général Boulanger...

Elle adhéra au Parti communiste naissant pour bientôt être mise dehors, en 1923. Obligée de choisir entre la Ligue des droits de l'Homme et le Parti, elle choisit la Ligue.

Si Séverine n'était pas anarchiste, pas encartée, elle était quand même un peu trop libertaire au goût de certains...

A. B.

– Évelyne Le Garrec, *Séverine, une rebelle (1855-1929)*, Seuil, 1982.

– Évelyne Le Garrec, *Vie et combats d'une frondeuse*, préface d'Isabelle Rome, postface de Bernard Noël, éd. l'Archipel, 2009.



Les combats de la Palestinienne Khalida Jarrar

Le mardi 21 septembre 2021, Khalida Jarrar sortit de deux années de prison ; sa première action de femme libre a été de se rendre sur la tombe de sa fille, Suha, morte d'un arrêt cardiaque en juillet 2021. Malgré ses demandes et celles d'organisations des droits de l'Homme, les autorités israéliennes ne l'avaient pas autorisée à se rendre à ses funérailles.

CE SÉJOUR EN PRISON n'est que le dernier en date d'une série qui lui a fait passer soixante-trois mois en prison, en sept ans, et lors de plusieurs séjours, dont une partie en détention administrative – arrestation sans accusation et maintien en prison sans procès et sans temps limite.

Khalida Jarrar, née en 1963 à Naplouse, a rejoint très jeune les rangs du Front populaire pour la libération de la Palestine (FPLP), créé en 1967, qui lutte contre la colonisation israélienne, se bat pour un État démocratique et laïque et pour les droits des femmes au sein de la société palestinienne.

Elle a été la directrice d'Addameer, depuis sa création (cette association, créée en 1992 et dont le nom signifie « conscience », défend les droits des prisonniers politiques palestiniens et leur apporte une aide juridique gratuite) jusqu'à son élection. Elle a quitté son poste lorsqu'elle a été élue députée au Conseil législatif palestinien, en 2006, sur les listes du Front populaire. Elle a représenté la Palestine au Conseil de l'Europe jusqu'en 2016 ; elle est maintenant suppléante.

En 2014, Khalida Jarrar a refusé d'obtempérer à un ordonnance militaire ordonnant son transfert à Jéricho (elle vit et travaille à Ramallah) et elle a organisé des rassemblements de protestation devant les bureaux du Conseil législatif palestinien, dont elle était membre.

Quatre arrestations ont suivi ces actions de rébellion, dont la première en 2015 ; elle est restée en détention administrative durant quatorze mois. Motifs de son interpellation : avoir incité « à la violence et au terrorisme au cours des derniers mois » ; le FPLP, dont elle est membre, est en effet classé organisation terroriste par Israël et Khalida est membre de sa direction et députée.

Pendant ses séjours en prison, elle s'est battue pour que les femmes prisonnières (dont certaines très jeunes) puissent avoir, comme les hommes, le droit d'étudier. Elle a assuré des cours et des conférences pour ses compagnes, qui auraient dû préparer l'examen correspondant au baccalauréat et celles qui auraient dû ou pu être à l'université. Pour elle, étudier, s'instruire est un acte de résistance, d'autant plus fort que ce droit leur était refusé.

Khalida défend le concept de l'éducation libératrice (concept développé par Paulo Freire dans *Pédagogie des opprimés*, 1972), affirmant qu'elle est « à mille lieues de l'éducation de marché et que ce type d'éducation est fondamentalement lié à la participation et à l'enseignement participatif ».

Elle inscrit aussi la lutte féministe dans sa volonté et celle des prisonnières de participer au « Mouvement des prisonniers » (qui lance et fédère des actions en prison, comme des grèves de la faim ou autre), affirmant « nous, les prisonnières, faisons également partie du Mouvement des prisonniers et nous ne pouvons en être exclues ni être des exceptions ».

Depuis sa sortie de prison, Khalida Jarrar est chercheuse à l'Institut Muwatin pour la démocratie et les droits humains – université de Bir Zeit – et son sujet d'étude porte sur les prisonnières palestiniennes. En effet, la littérature académique sur ce sujet est quasi inexistante.

Dans une interview (parue le 22 mai 2022) réalisée par Ayah Kutmah, boursière de recherche invitée à l'Institut Muwatin, elle explique :

J'espère examiner la relation entre les prisonniers palestiniens dans l'ensemble – et les prisonnières, plus spécifiquement – et le projet de libération palestinien. Ce projet est censé inclure la libération nationale et de classe, et pas seulement une approche nationale. Ceci pour dire que l'emprisonnement ou la détention est l'une des procédures du système colonial à laquelle le colonisateur recourt contre les colonisés... nous ne pouvons séparer les pratiques du système colonial de ses pratiques et de ses relations avec le capitalisme.



Khalida Jarrar, ayant été elle-même prisonnière et ayant aussi longtemps travaillé en soutien aux prisonniers et à leurs familles, elle n'étudie pas ce sujet de l'extérieur, elle en est aussi partie prenante :

Pour moi, il est très important de lier la lutte à la pratique et au travail académique.

C. B.

Wallada, poétesse Tawhida, doctoresse

Il n'y a aucune figure féminine dans la première partie de mon texte « Brève histoire de la libre pensée arabe¹ », partie dans laquelle je traite de l'histoire de cette pensée au cours des premiers siècles de l'histoire arabo-musulmane. Il est plus que probable que des femmes, à l'instar des hommes, ont eu des idées et des conduites qui ont été jugées hérétiques par les tenants de l'orthodoxie...

EN REVENANT SUR LA PÉRIODE, je trouve la piste de la poétesse Wallada bint Al Moustakfi, princesse de la dynastie omeyyade de Cordoue, qui a vécu au XI^e siècle. Femme libre au regard des conditions de l'époque, instruite, elle dirigeait un salon littéraire, et scandalisait les bien-pensants par son comportement et ses amours tumultueuses (qui s'adressaient aux deux sexes). Cependant, les quelques descriptions que j'ai pu lire sont marquées par les clichés sexistes hélas habituels. « Elle fascine, charme et séduit, autant par sa poésie, sa culture et son raffinement que par sa grande beauté. Elle est svelte et bien faite, avec des yeux bleus, un teint de porcelaine, une magnifique chevelure blond vénitien et une démarche altière. »

*Grâce à Dieu je suis pourvue d'une haute condition
Je suis ma voie avec fierté
Si j'accorde à mon aimé de me baiser la joue
Pour autant je donne mon baiser à qui le désire.*

L'époque moderne ne manque pas de femmes courageuses et combatives

Wafa Sultan, psychiatre syrienne, réfugiée aux États-Unis qui s'est fait connaître en 2006 en tenant la dragée haute à un universitaire islamiste lors d'un débat sur la chaîne de télévision qatarie al Jazira²; ou encore l'Iranienne Mariam Namazie, cofondatrice du Conseil des ex-musulmans en Grande-Bretagne. Il y en a bien d'autres, dont je parle dans mon texte cité plus haut.

D'autres femmes, moins connues de ce côté-ci de la Méditerranée, ont contribué à la cause féministe. Sans pour autant les classer parmi les libres penseuses ou les antireligieuses.

J'aimerais qu'elles soient plus connues, surtout auprès des jeunes filles d'origine maghrébines vivant en France, afin



qu'elles leur servent d'exemples et qu'elles soient pour elles motifs de fierté.

Parmi elles, je souhaite particulièrement signaler Tawhida Bencheikh (1909-2010), première femme médecin tunisienne en 1936, qui va contribuer à la création du Planning familial de Tunisie dès 1963, et va grandement contribuer, avec Bchira Ben Mrad, Rachida Haddad et de nombreuses autres femmes, aux progrès de la condition des femmes dans la Tunisie des années post-indépendance (abolition de la polygamie, droit au divorce judiciaire, droit à la contraception et à l'avortement, à l'éducation, etc.). Droits qui font de la Tunisie une exception dans le monde arabe. Et ces droits, hier comme aujourd'hui, sont combattus

par les plus farouches religieux, mais âprement défendus par les femmes et les hommes pour qui ils sont inaliénables.

Il est de notre devoir de les faire connaître, de les soutenir et non de les désespérer en jouant le jeu des défenseurs du voile et de l'abaya au nom d'un anti-racisme dévoyé.

Sur le billet de dix dinars tunisiens qui porte son effigie, ainsi que sur le timbre émis en son honneur et en hommage à son œuvre, Tawhida est vêtue à l'européenne, et elle est tête nue...

Mohamed El Khebir



1. Voir le texte sur le site <http://encyclopedie-anarchiste.xyz/spip.php?article227>.

2. Un extrait de cette interview est visible en ligne : <https://www.youtube.com/watch?v=L0aK6jdx57I>.

Mariages d'enfants

Des fillettes mariées à des adultes alors qu'elles sont mineures et ont parfois à peine 10-12 ans ?

CELA ARRIVE sûrement au Yémen, en Arabie Saoudite ou en Afghanistan... mais pas que... Cela se passe aussi aux États-Unis, dans 43 États sur 50.

En Californie, dans le Michigan ou le Mississippi, des juges peuvent même autoriser le mariage d'un-e élève de primaire. Aux États-Unis, l'âge légal est de 18 ans pour le mariage, mais il y a deux exceptions.

- La première se nomme le consentement parental : des mineur-es, filles et garçons, peuvent se marier ou être

marié-es si les parents signent une demande au greffe du tribunal. Même si l'enfant dit alors son refus, le mariage est enregistré, car l'enfant est sous la tutelle de ses parents.

- La deuxième exception : l'âge du mariage peut être abaissé en dessous de 16 ans par une approbation judiciaire dans la majorité des États. Une dizaine d'États ne précisent même pas d'âge minimum.

En outre, l'enfant mineur-e marié-e ne peut demander le divorce sans un tuteur légal et ce encore dans 45 États, donc... seuls 7 États sur 50 interdisent le mariage des moins de 18 ans, par des lois votées ces dernières années (Émission « Interception », France inter, 5 mars 2023).

C. B.

Nationalisme-racisme « ordinaire »...

Je m'appelle Marie Desbois. Desbois, c'est français ça. Et pourtant...

EN Y REGARDANT DE PLUS PRÈS, mon père, faisant des recherches sur les origines des noms, a trouvé que le sien était d'origine allemande. Il en était plutôt fier : il admirait beaucoup les Allemands, car « mon vieux, ils sont disciplinés ! » Et pas qu'un peu ! Il en avait une expérience bien sentie, lui, ancien pensionnaire de Dachau. Bref, Desbois, c'est allemand.

Du côté de ma mère, on est aussi très français. De Sainte-Maure-de-Touraine. Mon frère, il est raciste, comme mes parents : « Les Noirs, y'en a des bons, mais les Arabes, sale race ! » Ma belle-sœur, elle est portugaise. Elle est rigolote. Mon frère lui a plu justement parce qu'elle croyait qu'il était maghrébin. C'est vrai quoi, ma mère a fait des enfants qui ressemblent tous à des Arabes, va comprendre. Poitiers, c'est vrai, n'est pas bien loin.

Ma mère... quand elle voyait un pauvre Noir, émigré, elle le foudroyait du regard : il n'aurait pas dû être là, dans la même rue qu'elle ; il salissait l'endroit en quelque sorte, lui qui était venu plutôt pour la nettoyer ! Car il ne suffit pas d'avoir eu une enfance très dure, avec un père alcoolique (boulangier, ça donne soif !) qui battait sa femme, un frère mort d'alcoolisme à 21 ans (boulangier...) pour réfléchir au pourquoi du comment. Pas du tout ! « Je n'ai pas eu la vie que j'aurais méritée », m'a-t-elle dit un jour. Non, c'est vrai, personne ne devrait voir sa mère se faire battre, se tuer au travail. Nous sommes tous victimes, pourrait-on dire.

Une fois cela établi, qu'est-ce qu'on fait ?

Eh bien, faut faire avec et chercher à vivre et comprendre d'où viennent nos maux, et nos joies parfois. Acquérir la science de son malheur ne va pas de soi. C'est pourtant la seule solution pour grandir et s'épanouir un peu.

Revenons à nos moutons (les « nôtres », races locales !). Alors mon identité aujourd'hui ? Je suis née ici, je vis ici. La France, Monsieur, je m'en tamponne. Ce qui importe ce sont : mes amis, mes voisins, ma famille (euh, non pas ma famille), mes collègues (enfin, quelques-uns), les gens que je croise, etc., tout ce monde dont je suis, auquel je participe, je fais avec, avec ou sans plaisir. Mais la France, cette abstraction... En cette sale période, dire que je suis française ? Non, je ne m'en vanterais pas ! Sale pays, oui. La liste est longue de ses méfaits, commis aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur de ses frontières. Pays ou dirigeants de ce pays, est-ce différent ? Ce ne sont pas *mes* élus en tout cas, n'ayant jamais donné ma voix à aucun de ces assoiffés de pouvoir et de privilèges.

Apatrie, oui, j'aimerais, si on pouvait choisir.

Solange-M. D.

Je voudrais rappeler le documentaire, malheureusement toujours d'actualité (2002) : *Le Bruit, l'Odeur et quelques étoiles* :

<https://www.film-documentaire.fr/4DAction/w_fiche_film/10351_0>.

« Par une froide nuit d'hiver, un jeune adolescent est tué à bout portant par un policier lors d'une tentative de vol. Ce gosse de 17 ans s'appelait Habib et tous ses copains de la cité, dans laquelle il vivait à Toulouse, le surnommaient Pipo. La mort de Pipo est le point de départ de ce film... »

En juin 2022, «Casse-rôles» décide de sortir un hors-série sur l'un des sujets qui fâchent:

Le système prostitutionnel

Vite épuisé, il est maintenant réédité.

Voici comment nous avons présenté ce hors-série :

Pour fêter (joyeusement ?) l'anniversaire des cinq ans de Casse-rôles, nous avons proposé ce numéro hors-série sur le système prostitutionnel – sujet sensible qui oppose pourtant des personnes souvent proches dans leurs idées politiques – et de revenir sur l'abolitionnisme : ce qu'il est, et ce qu'il n'est pas.

Laurence Biberfeld a déblayé ce terrain fangeux, où la liberté, c'est l'esclavage...



Prix: 5 euros + frais d'envoi 4 euros



Notre proposition se précise (voir le n° 25 de Casse-rôles, p. 37)

Le lieu:

Maison des femmes Thérèse-Clerc,
24-28, rue de l'Église,
Montreuil-sous-Bois (93)
(M° Mairie de Montreuil).

La date:

Le stage se tiendra samedi 17 février
Horaires à demander fin janvier
2024, sur notre mail
casse-roles23@proton.me

Les sous:

Participation libre.
La Maison des Femmes Thérèse
Clerc nous accueille, et nous la
remercions déjà vivement !



CASSE-RÔLES

(RÉ)ABONNEMENT

Je m'abonne ou me réabonne à partir du numéro

Prix libre euros*

Frais postaux (1 euro par n°, soit)..... 4,00 euros

TOTAL euros

*Pour info, le prix de revient (approximatif, puisque les numéros ont un nombre de pages variable) tourne autour de 20-25 euros par an. Dans le prix de l'abonnement, sont compris les éventuels hors-séries.

NOM PRÉNOM

ADRESSE

TÉL. COURRIEL DATE

Libellez le chèque à l'ordre de : **Association Les amies et amis de Casse-rôles**

Adressez-le à **Christine Rebatel, 2, lieu-dit La Brière, 72260 Courgains**

Contact casse-roles23@proton.me
<<http://casse-roles.revolublog.com/>>

Compte ouvert au Crédit agricole Centre-Ouest. IBAN : FR76 1950 6000 1128 1207 4100 666 BIC AGRIFRPP895

Dans la société «marchande», tout produit doit engendrer des bénéfices, au nom de la rentabilité. À ce titre, le prix à payer pour un produit est le même pour tout le monde, que l'on soit avec ou sans ressources, au RSA ou député, c'est-à-dire volé ou voleur assermenté... Et selon ses moyens, on n'aura pas la possibilité d'acquiescer le même bien, mais celui d'une qualité inférieure, défraîchie, en somme spécial pauvre.

Parce que l'on paye un produit selon ses moyens, celui-ci devient accessible à tout le monde, désargenté ou plus fortuné: c'est l'égalité. Il y en a qui ne pourront rien don-

ner, ou peu, mais d'autres compenseront en donnant beaucoup plus: c'est la solidarité. Quant à la fraternité et à la sororité, celles-ci s'installent spontanément dès lors que le profit, la rentabilité et l'inégalité ont cessé d'être les moteurs des rapports humains.

Le prix libre peut se pratiquer dans tous les domaines, par tous les temps, et sans modération. Il s'inscrit dans la lutte anticapitaliste qui nous anime. À ce jour, ni Carrefour, ni Leclerc, ni les marchands d'armes, ni les marchands de soupe de la politique, ni l'OMC n'ont adopté le prix libre! Sinon, ça se saurait...

Prochain dossier Femmes et ruralité

« Femmes rurales, nous ne laisserons pas la campagne aux hommes. »

Les femmes du monde rural sont oubliées, invisibilisées, mais des mouvements féministes agricoles puissants et joyeux sont en pleine émergence, assurent les autrices de cette tribune. Ils bousculent un modèle dominant viriliste.

<<https://reporterre.net/Femmes-rurales-nous-ne-laisserons-pas-la-campagne-aux-hommes>>.



CASSE-RÔLES

Édito **2**

Abaya... **3**

EVRAS et abayas / Abaya et laïcité **4-5**

Violences policières **6-7**

Mais que fait la police ? / Bastion anti-avortement :
l'Andorre **8-9**

En passant par Verdragon :
du Front des mères à la révolution **10-11**

Des féministes proxénètes **12**

La grève des ventres... entre autres **13-15**

Sœurs (femmes, vie, liberté) **15**

Les débuts du néomalthusianisme révolutionnaire
en France (1896-1914) **16-17**

L'esclave se satisfait de la jouissance de son maître /
L'aliénation ne toucherait-elle que les femmes ? **18-19**
«Vade retro spermato», suite... **20**

Race, racisé-e : pas de biologie, que du politique **21**

GPA : ici, on vend tout **22**

DOSSIER Bilan des luttes féministes... Luttes éternelles **23-33**

Congrès de l'Icem-Pédagogie Freinet **34-35**

Le lycée Angela-Davis de Saint-Denis débaptisé **36-37**

#Protection40lga **37**

Un livre énervant mais stimulant, «Féminicène» /
OK, Joe, la petite histoire sous la grande **38-39**

Salvadora Medina Onrubia, «La Vénus roja» :
théâtre et dynamite verbale en Argentine **40-41**

Fanny Kemble et l'esclavage **42**

Une frondeuse, Séverine **43**

Les combats de la Palestinienne Khalida Jarrar **44**

Wallada, poétesse & Tawhida, docteure **45**

Mariage d'enfants / Racisme ordinaire **46**

Système prostitutionnel et stage d'écriture CR **47**

Bulletin d'abonnement **47**